

Editrice responsable : Anne-Hélène Lulling
Rue Marie-Henriette, 19-21 à 5000 Namur

bpost
PB- PP
BELGIE(N) - BELGIQUE
MassPost Namur P801127

L'essor

Exp. L'Interfédé
Rue Marie-Henriette 19-21 • 5000 Namur

La revue trimestrielle
du secteur de l'insertion
socioprofessionnelle
Trimestriel • 4^e trimestre 2019

NUMÉRO

90

L'interfédé
CISP



Les CISP
acteurs
de transition

∴ Sommaire



Les photographies de ce numéro de L'Essor sont issues de reportages effectués dans les CISP DEVENIRS et CYNORHODON en région liégeoise sauf pp. 2,4,20,21, 25 à 27, 29 et 31.

Le numéro 91 sortira en mars 2020

Son thème :

Les jeunes et l'insertion

Contact : Véronique KINET

081/74.32.00

E-mail : secretariat@interfedeb.be

Éditorial

3

Dossier

La Transition, kézako ?	4
Transition et insertion, la panacée?	6
Des initiatives locales pour un changement global	9
Produire une alimentation de qualité avec des conditions de travail décentes	10
La transition à Bruxelles : mieux produire et bien manger	14
La transition "ça passe par Mons"	16
Devenirs : de la fourche à la fourchette !	18
Apprendre les savoirs de base en osmose avec la nature	20
Cynorhodon : donner du sens pour relever ensemble le défi de la transition	22
L'Atelier Valor, faire du beau utile	24
La Ferme de Froidmont, transition plutôt que révolution	26
Ce que nous ne voulons pas voir...	27
Le pouvoir de l'imagination	29
Pour aller plus loin...	31

Changer !

ÉDITORIAL

Progressivement ou brutalement ?
Pacifiquement ou violement ?
De façon volontaire ou en subissant ?

Les évolutions culturelles, politiques, démographiques ou encore climatiques récentes sont autant d'indicateurs que notre environnement est en mutation. La question n'est plus de débattre si oui ou non des changements majeurs sont en cours, mais de savoir quand, comment, par et avec qui, vers "où" ou pour "quoi" ils vont s'opérer.

En tant qu'acteurs de développement, les CISP se sont emparés de l'enjeu. Il ne s'agit pas pour eux de surfer sur un nouveau phénomène de mode, mais de participer activement à un enjeu de société, vecteur potentiel de nouvelles exclusions et inégalités. En faisant le choix de la transition, ces CISP contribuent à la construction d'une société plus résiliente, capable d'affronter les défis environnementaux, économiques et sociaux à venir.

Leur projet est de développer de nouvelles façons de produire et de consommer, accessibles à tous. Mais il s'agit aussi de conférer à chacun les moyens techniques et politiques pour exister et agir au sein de cette transition. Le défi démocratique est en effet tout aussi important. On ne peut attendre des pouvoirs financiers et économiques actuels qu'ils soient à l'origine d'une quelconque volonté constructive face à ces enjeux. Ils n'ont guère intérêt à remettre en question un modèle qui leur confère leur statut privilégié. C'est donc bien au départ des initiatives citoyennes et associatives que le changement est possible, à l'échelle de chacun, au départ des collectivités, des territoires qui pourront ensuite se mailler, construire des réseaux.

Si nous assumons cette responsabilité, nous attendons à minima des institutions publiques et des représentants politiques qu'au travers de leurs actes, ils reconnaissent, soutiennent et valorisent le travail et les projets de l'ensemble des acteurs de la transition dont se revendiquent de nombreux CISP. Cela suppose de garantir un cadre de fonctionnement qui fasse en sorte que nos dispositifs soient toujours en capacité de répondre à leur fonction sociétale première. Cela passe, entre autres, par assurer des dispositifs financiers et administratifs qui permettent aux opérateurs de consacrer toute leur énergie à leurs missions et non à répondre à des procédures administratives et financières tatillonnes et vexatoires.

Si les intentions de la Ministre de l'Emploi et de la Formation semblent vouloir aller dans ce sens, nous attendons avec une certaine fébrilité de voir ces paroles confirmées par une révision effective et profonde des AGW Dépenses éligibles et CISP ainsi que du décret dit "inspections".

La transition, surtout si elle se veut "juste", impose des changements de paradigmes au niveau des modes de production et de consommation, mais ceux-ci ne seront possibles que si à l'initiale, il y a une réelle volonté et un réel soutien en faveur d'un changement du paradigme démocratique.

ERIC ALBERTUCCIO,

Président de l'Interfédé

"En faisant le choix de la transition, ces CISP contribuent à la construction d'une société plus résiliente, capable d'affronter les défis environnementaux, économiques et sociaux à venir".

La Transition, kézako ?

La Transition est menée par des citoyen·ne·s qui ont décidé d'agir pour que leur lieu de vie devienne plus résilient, plus soutenable et plus agréable à vivre. Répandu dans plus de cinquante pays, le mouvement réimagine et reconstruit notre monde.

La Transition est un mouvement composé de citoyens qui ont décidé d'agir au niveau local pour répondre aux défis majeurs de notre époque. En se rassemblant, ils favorisent une culture de solidarité qui prend soin de l'individu, du groupe et de la nature. Ils se réapproprient l'économie, stimulent l'entrepreneuriat, réimaginent le travail, acquièrent de nouvelles compétences et tissent des toiles de liens et de soutien.

La Transition, c'est surtout un mouvement disruptif, qui **permet d'envisager une réelle rupture** dans l'organisation de nos sociétés sans invoquer la violence ou la révolution. En rassemblant les citoyens, elle aspire à un changement collectif et collaboratif.

> Historique du mouvement

Le mouvement naît en 2006 en Grande-Bretagne, quand, à l'initiative de Rob Hopkins¹, des citoyens se rassemblent pour faire de la ville de Totnes la première *ville en transition*. Connaissant un grand succès, le mouvement se répandra ensuite via des milliers d'Initiatives de Transition pour former la *Transition Network*, réseau mondial co-fondé par Rob Hopkins.

Si c'est comme cela que le mouvement en tant que tel naît, le concept de transition existe depuis plus de quarante ans. Déjà en 1972, un groupe de recherche publie le rapport *The limits to growth*², devenu célèbre depuis, qui conclut que si le taux de croissance de l'époque demeure inchangé, elle atteindra ses limites durant le siècle suivant. Trente ans plus tard, progressivement, le monde scientifique s'accorde sur un nouveau consensus : le réchauffement climatique est un fait global,

les activités humaines en sont la cause et il aura des conséquences potentiellement désastreuses. Plus tard, en 2006, un rapport de l'économiste Nicolas Stern bouleverse le monde de l'économie en déclarant que le problème du climat sera la plus grande défaillance de marché que le monde économique aura à subir. Ensemble, avec d'autres, ces constats auront fini, progressivement, par façonner la pensée de la Transition.

> Initiatives de Transition³

Aujourd'hui, il faut rapidement développer la résilience de nos quartiers, de nos villes et de nos communautés. Y travailler collectivement est le meilleur moyen de passer à l'action. C'est ce que vise la Transition.

Les citoyens qui s'impliquent dans le mouvement le font pour diverses raisons : volonté de s'engager et de se mobiliser pour changer les choses, reconnexion aux autres et à son environnement, changer le monde pour les générations futures grâce à des projets vivants, etc.

Et pour passer à l'action, rien de tel que le quartier. Les initiatives de Transition naissent ainsi par la volonté de quelques



¹ Rob Hopkins est un enseignant en permaculture et est considéré comme le fondateur du mouvement international des initiatives de Transition.

² Donella H. Meadows et al., *The limits to growth*, 1972.

³ Anciennement appelées Villes en Transition, car désormais plus variées : villes, villages, quartiers, collectifs et associations, etc.

Quelques mots-clés de la Transition

Résilience : les initiatives de Transition visent à développer la résilience des collectivités, des lieux de vie, des entreprises, c'est-à-dire leur **capacité de résistance aux chocs**.

Subsidiarité : le mouvement prône l'**auto-organisation** et une décentralisation de la prise de décision, pour qu'elle puisse être prise au niveau et à l'endroit le plus pertinent et approprié.

Expérimentation : la Transition est une **expérience sociale continue**, qui impulse du changement par de l'expérimentation, par essais et erreurs, pour capitaliser sur les réussites.

Synergies : la philosophie du mouvement s'appuie sur le travail collaboratif et coopératif, en s'appuyant sur l'**intelligence collective** pour accroître les développements et leurs impacts.



mobilité douce, potagers collectifs et permaculture, donneries, re-création de lien social, projets d'économie circulaire, habitats groupés, formations et ateliers, soutien à l'agriculture locale, etc.

> Transition et insertion

La Transition écologique est forcément sociale. Par ses valeurs, par ses principes, elle rejoint les positions du secteur de l'insertion socioprofessionnelle. Particulièrement, le mouvement encourage une justice sociale, prenant mieux en compte les personnes les plus fragiles de notre société. Plus vulnérables, elles sont forcément plus en proie à subir les conséquences des défis écologiques et économiques. **Le mouvement vise alors à offrir à tous une vie plus digne et plus saine, durablement.**

Parce que l'économie doit être réinventée, l'insertion socioprofessionnelle, en tant que formatrice de futurs citoyens actifs sur le marché de l'emploi, est un maillon indispensable de la Transition.

Aussi, **en tant que vecteur d'émancipation et d'éducation permanente, la démarche ISP peut et doit participer à sensibiliser ses publics aux enjeux de la Transition**, en leur permettant de devenir des acteurs de changement positif pour demain.

Article basé, en partie, sur le "Guide Essentiel de la Transition" du Réseau Transition. ●

SALIMA AMJAHAD,

*Membre du Comité de Rédaction de l'Essor
Et permanente chargée de projets à la
fédération AID*

⁴ Choc pétrolier et réchauffement climatique sont les deux défis globaux (environnementaux, sociaux, économiques et politiques) auxquels la Transition entend résister.

⁵ Pour découvrir les Initiatives en Wallonie et à Bruxelles : <https://www.reseautransition.be/les-initiatives/>, en Flandre : <https://www.transitie.be/lokaleinitiatieven>

citoyens motivés qui veulent rendre leur ville, village ou quartier plus durable et convivial. Ils unissent alors leur force et leur créativité pour lancer des actions et projets concrets impactant positivement leur lieu de vie. En se rassemblant au niveau local, ces groupes de citoyens imaginent des solutions innovantes aux défis auxquels ils sont confrontés, afin de les partager et les améliorer collectivement.

Ces Initiatives sont basées sur une vision positive de l'avenir, et une position constructive vis-à-vis

du monde politique. Au début, les groupes s'informent et apprennent à se connaître, puis, rapidement, des projets concrets sont organisés autour de thèmes comme l'énergie, l'habitat, la nourriture, le transport, la culture, etc. En impliquant la communauté, ces initiatives visent à assurer la résilience des villes et quartiers face au défi économique et climatique⁴.

En Belgique, des centaines d'initiatives se multiplient et développent des projets divers et variés⁵ : repair cafés, ateliers zéro déchet, groupes de



Transition et insertion, la panacée?

La transition a le vent en poupe. Partant d'une initiative individuelle ou collective, elle propose des alternatives à des modes de production ou de consommation industriels dans l'objectif de renverser les rapports de force en s'appuyant sur des dynamiques culturelles, environnementales, économiques et sociales. La transition vise à faire changer le monde à petits pas en produisant de la solidarité et du sens.

Ce combat pour une société de demain plus écologique, plus sociale, plus durable laisse-t-il de la place à des publics vulnérables ou est-il simplement le privilège de quelques-uns ? Dans notre secteur, **les CISP n'ont pas attendu le "mouvement transitionnel" pour initier des projets liés à la transition** (récup, économie circulaire, circuits courts, mobilité douce, alimentation, éco construction, maraîchage biologique, lagunage, toitures végétales) ! En quoi et à quelles conditions la transition constitue-t-elle une plus-value pour les stagiaires ?

> Des projets pour toutes et tous ?

Dans une analyse parue en mars 2019, le Forum universitaire pour la coopération internationale au développement (Fucid) en collaboration avec ATD Quart Monde¹ aborde la transition en la définissant comme des initiatives locales et citoyennes qui, chacune à leur manière, tentent d'inventer une solution partielle, mais conviviale aux défis actuels. Pour les auteures, il ne s'agit pas de dévaloriser la transition et son incroyable créativité, mais bien de **mettre en débat certaines pratiques pour permettre à toutes et tous d'aller encore plus loin dans une société plus verte, inclusive et juste.**



Comment en effet associer écologie et justice sociale et concilier écologie et émancipation collective ? Pour ATD, il est indispensable de penser des changements de société avec les personnes en situation de précarité.² **L'émancipation collective doit se construire avec les publics les plus pauvres.** Le danger est de reproduire des rapports de pouvoir qui excluent une nouvelle fois les plus pauvres de l'activité citoyenne les empêchant de rêver et de construire demain.

> La transition écologique et/ou sociale ?

La transition est-elle uniquement écologique ou également sociale ? Ne nécessite-t-elle pas la participation de toutes et tous ? À défaut, le mouvement transitionnel risque de rester superficiel "verdissant les abords de nos quartiers", s'il ne s'attaque pas aux injustices et inégalités.

Certains projets de transition ont l'intention louable d'apprendre à d'autres de bonnes

POUR ATD, IL EST INDISPENSABLE DE PENSER DES CHANGEMENTS DE SOCIÉTÉ AVEC LES PERSONNES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ. L'ÉMANCIPATION COLLECTIVE DOIT SE CONSTRUIRE AVEC LES PUBLICS LES PLUS PAUVRES.

¹ La transition, c'est par/pour les riches ? Quelques pistes de réflexion par Emeline De Bouver (Fucid) et Camille de Monge (ATD Quart Monde). <http://www.fucid.be/wp-content/uploads/2019/04/analyse-mars2019.pdf>

² Roy Axel, 2016, Joseph Wresinski, pionner de l'empowerment radical in Mouvement, nr 85, pp 87-94



> La transition un devoir imposé ?

“On ne compte plus les ateliers destinés aux allocataires sociaux consacrés au bien-être, à la culture maraîchère ou bien à la cuisine saine, locale, de saison”³. Entre celles et ceux qui choisissent librement de rejoindre un potager collectif ou voient leurs droits conditionnés à une contrainte, la différence est de taille !

Pour Christine Mahy, “**personne ne fait un choix sans que ce choix soit conditionné par l’ensemble des contingences qui sont autour de nous** : qui on est, dans quoi on grandit, comment on bouge, les problèmes qu’on rencontre”. Ce constat permet d’éviter les discours simplificateurs sur la liberté de choix qui font fi du contexte socioculturel d’existence.

> Et les CISP dans tout cela ?

Les initiatives transitionnelles des CISP récentes ou lointaines⁵ partent du postulat qu’elles valorisent les personnes en formation et leur environnement en proposant une vision pragmatique et positive partant des personnes. Pour certains, il s’agit d’une forme de renouveau d’actions existantes qui prennent de l’ampleur dans un contexte porteur.

Pour compléter le point de vue d’ATD exprimé dans l’article de la Fucid, les personnes en formation ne sont en aucun cas des

pratiques pour devenir un citoyen responsable. La transition ne peut se cantonner à une éducation du haut vers le bas à la “vie bonne”. Pour éviter un côté donneur de leçons, **il est impératif de se questionner sur les raisons objectives qui empêchent certaines personnes de modifier leur comportement.**

Si les personnes sont accueillies sur un même pied et reconnues porteuses de compétences à partager, le dialogue et la confiance seront de mise. Il s’agit également de comprendre les stratégies développées par les personnes pour supporter les impasses auxquelles le quotidien les confronte durement, de comprendre ce qu’est la précarité.

Ce qui part d’une très bonne intention (vouloir sortir de sa passivité de consommateur pour devenir un “consom’acteur”, devenir un vrai acteur du futur) peut engendrer une

charge mentale ou physique. Celui ou celle qui est broyé par le quotidien ne sera pas en mesure de rejoindre un espace construit à partir d’un rapport méritocratique (faire sa permanence, contribuer à une auberge espagnole, entretenir le potager de manière rapprochée). Ne devrait-on donc pas tout simplement laisser de la place pour pouvoir recevoir ce que les personnes peuvent apporter ? Christine Mahy³ plaide pour **une transition qui repose sur des mécanismes de sécurité sociale.**



³ La “transition” à l’épreuve de l’égalité, entretien avec Christine Mahy, propos recueillis par Aurélien Berthier, Agir par la Culture, nr 58, été 2019.

⁴ Hermant Paul (2017), “La Pauvreté, impensé des transitionneurs ?”, Pour écrire la liberté, Hors Série, décembre 2017-février 2018, pp 23-25.

⁵ Nous pouvons en effet considérer que par exemple Emmaüs, Les Petits Riens, Science Service Travail, collectifs de solidarité ancrés localement, sont en quelque sorte parmi les premiers “transitionneurs”.



“petites mains”, car elles construisent leur propre projet. On leur reconnaît des compétences qu’elles ont eu peu l’occasion de solliciter jusque-là et participent à une activité réelle qui a du sens. **Elles quittent dès lors une position de “dépendance” pour devenir actrices de changement ce qui valorise leur savoir-faire.**

Du point de vue de la personne en formation, il s’agit de participer à une action qui imbrique étroitement des objectifs sociaux, environnementaux et économiques et répond à un besoin de base. Le lien à la nature, à la terre, la protection de la planète, prendre son temps ont été de tous temps des fondements sur lesquels s’appuie le travail social pour se reconnecter à soi-même et réaffirmer sa place dans la communauté.

Enfin, si la transition est créatrice d’emplois dans des domaines aussi diversifiés que l’agriculture, l’économie verte, l’énergie, la construction, **nous devons promouvoir une transition socialement juste par la création d’emplois décents**, des formations aux nouvelles compétences et des systèmes de protection sociale qui sécurisent les personnes. Aujourd’hui, en effet, il est nécessaire de mesurer les risques (en termes de santé par exemple) qu’engendreraient ces nouveaux métiers⁶ pour éviter une dualisation



⁶ Tout n’est pas rose dans les emplois verts, Cepag, 11/07/2017 <https://www.cepag.be/environnement/2017/07/11/tout-n-est-pas-rose-emplois-verts>

Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD)

Concernant la création d’emplois dans des secteurs de transition, on ne peut pas passer à côté de l’expérimentation “Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée” (TZCLD). Cette expérimentation est opérationnelle depuis 2017 dans dix territoires français et questionne les pratiques de l’ISP dans différents territoires en Wallonie et à Bruxelles. Le projet TZCLD dénote dans le paysage de l’insertion socioprofessionnelle car il permet à tout chômeur de longue durée d’accéder à un CDI, payé au Smic (le salaire minimum en France), et de répondre à des besoins non couverts du territoire sans que cela ne coûte plus cher à l’Etat (car il ne doit plus payer les allocations de chômage).

Le projet TZCLD permet de développer des emplois nouveaux sur les territoires, principalement dans des secteurs d’activités en lien avec la transition écologique et solidaire. Il s’agit par exemple de projets de lutte contre la précarité énergétique (ex. diagnostics des logements en précarité énergétique), d’écomobilité, d’agriculture durable (ex. permaculture) ou encore de projets inscrits dans l’économie circulaire (ex. recyclerie, épicerie sociale, etc.).

Louise NIKOLIC, Interfédé.

entre les travailleurs formés aux nouvelles compétences et ceux qui seraient contraints d’accepter les emplois les plus pénibles faute de bagage suffisant.

Enfin, force est de reconnaître que ce travail doit s’inscrire dans des partenariats sans lesquels rien ne serait imaginable.

Et oui, la transition, c’est par et pour les publics des CISP ! ●

VÉRONIQUE DUPONT,

Rédactrice en chef de l’Essor

Et chargée de mission socio pédagogique auprès de la fédération ALEAP

Déclaration de politique régionale wallonne (DPRW) et Transition)

En matière de création d’emplois en lien avec la transition, on peut saluer que le nouveau Gouvernement wallon indique dans la Déclaration de politique régionale wallonne (DPRW) qu’il entend “réunir les acteurs de terrain, les entreprises, les syndicats, les associations, les chercheurs, les citoyens et les pouvoirs publics, dont les pouvoirs locaux, pour développer plusieurs alliances “emploi-environnement” en matière d’isolation, d’énergies renouvelables, d’agriculture, d’alimentation, permettant de créer plusieurs milliers d’emploi en Wallonie. Ces alliances reposeront sur une concertation forte avec les secteurs concernés, afin d’assurer la formation et la création d’emplois de qualité”.

Louise NIKOLIC, Interfédé.



> Et pour la suite ?

Toutes ces initiatives nous racontent qu'il est possible à tous de se mettre en action. Leur histoire est importante, car nous avons besoin de nouvelles histoires pour faire face aux contradictions de la société et imaginer de nouveaux futurs.

Pour finir, si le travail réalisé à l'échelle des communautés locales s'avère aujourd'hui indispensable, l'engagement et l'expérimentation locale ne sont pas suffisants.

Lexique :

Développement durable : développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre à leurs propres besoins (Rapport Brundland, 1987). Il s'agit d'une conception du développement économique qui s'inscrit dans une perspective à long terme et qui intègre des contraintes environnementales, sociales et économiques (voir schéma).

Objectifs de Développement durable (Global goals) : 17 objectifs de développements durables adoptés en 2015 au Sommet des Nations Unies à New York par plus de 193 chefs d'état et de gouvernements. Ces objectifs ont été adoptés à l'unanimité au sein du programme mondial : *Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030*³.

Les défis sociétaux sont interconnectés et systémiques. Il est nécessaire d'avoir un soutien politique plus global et d'engager les personnes au-delà des communautés

pour rêver un futur plus durable à grande échelle. ●

CHARLOTTE HOFFMANN,

Adjointe à la coordination pédagogique de l'Interfédé

³ Définition construite à partir de la définition du SPW. Source : <http://developpementdurable.wallonie.be/concept-objectifs-strategie>

∴ Produire une alimentation de qualité avec des conditions de travail décentes

Louise Nikolic : Quels sont les projets et les objectifs de la Ceinture Aliment-Terre liégeoise ?

Christian Jonet : L'objectif est **la souveraineté alimentaire**, c'est-à-dire faire en sorte que les populations retrouvent leur mot à dire sur ce qu'ils mangent et aient le plus possible accès à une alimentation de qualité, produite par des agriculteurs qui peuvent exercer leur métier dans des conditions décentes. Au moment du lancement du projet, en novembre 2013, nous avons fixé un objectif à très long terme (sur une génération, soit 25-30 ans) : que la moitié de l'alimentation consommée localement soit produite localement dans les meilleures conditions écologiques et sociales. Aujourd'hui, on sait qu'on est nettement en dessous de 5 %, même

À Liège, la Ceinture Aliment-Terre liégeoise (CATL) s'inscrit dans le Mouvement des Initiatives de Transition et a pour objectif de consommer localement un maximum de l'alimentation produite localement dans les meilleures conditions écologiques et sociales. Elle soutient l'installation de nouveaux agriculteurs et nous explique les difficultés auxquelles ils sont confrontés. Rencontre avec Christian Jonet, coordinateur de la Ceinture Aliment-Terre liégeoise.

si on ne dispose pas de chiffres exacts. C'est **un projet de relocalisation alimentaire** avec une forte connotation qualitative, mais pas d'autarcie alimentaire. En effet, les coopératives de distribution de notre réseau travaillent avec des paysans et des coopératives du sud – qui partagent les mêmes valeurs que nous – pour certains types de cultures (par exemple, pour des agrumes, de l'huile d'olive, du café équitable, etc.).

Au niveau des projets de la CATL, nous soutenons l'installation d'agriculteurs, le développement de projets, la création de coopératives ; avec le Collectif Développement Cantines Durables¹ que nous avons cofondé, on fait également un travail d'accompagnement des écoles pour mettre en place un nouveau modèle de cantines durables. Nous organisons différents événements dont notamment le festival Nourrir Liège².

¹ <http://www.collectifcantinesdurables.be/>

² <https://nourrirliège.be/>

EN CE QUI CONCERNE LES EXPÉRIENCES D'AGRICULTEURS SALARIÉS, UN DES PREMIERS PROJETS LANCÉS DANS LE CADRE DE LA CATL ÉTAIT UNE COOPÉRATIVE DE PRODUCTION - LES COMPAGNONS DE LA TERRE - QUI AVAIT POUR BUT D'EMPLOYER LES PRODUCTEURS ET DE LES RÉMUNÉRER DÉCEMMENT.

LN : Comment s'articulent vos projets par rapport au mouvement de la Transition ?

CJ : La dynamique qui préexistait à la CATL était "Liège en Transition", un collectif citoyen qui voulait impulser des dynamiques de transition – transition au sens du mouvement des "Villes en transitions"³ créé par Rob Hopkins⁴ en Angleterre – dans tous les secteurs : le logement, le transport, l'alimentation, les monnaies locales, etc. Nous avons décidé de nous focaliser sur ce qui marchait le mieux, c'est-à-dire l'alimentation locale et la monnaie locale (le Val'heureux⁵ en région liégeoise).

LN : Quelles sont les différences entre les projets et les activités de transition dans les villes et les campagnes de la province de Liège ?

CJ : Au départ, la dynamique de la Transition est née en ville et touche énormément de citoyens qui veulent consommer des biens et des produits locaux ; ils s'approvisionnent dans les coopératives de distribution. Au niveau des territoires ruraux, c'est une dynamique un peu différente qui tourne moins autour des citoyens et plus autour des producteurs. Les Groupes d'actions locales

(GAL) aident beaucoup à créer du lien entre les citoyens et les producteurs. **Nous travaillons sur le développement et l'articulation des dynamiques urbaines et rurales.** Les producteurs qui approvisionnent les coopératives sont principalement situés dans les campagnes, car il y a autour de Liège des terres parmi les plus productibles et les meilleures d'Europe. De plus, les campagnes ont besoin d'être revivifiées et les producteurs ont besoin d'être soutenus donc nous travaillons sur une alliance ville-campagne où les consommateurs de la ville vont soutenir les producteurs de la périphérie.



Par ailleurs, on vient également de lancer un projet d'agriculture urbaine en collaboration avec la Ville de Liège. Ce projet pilote – CREaFARM⁶ – a pour objectif de **remettre l'agriculture au cœur des villes et des quartiers**, ce qui a un intérêt notamment en terme de sensibilisation, de pédagogie et de création de lien social. Dans le cadre de ce projet, la Ville de Liège a mis un premier terrain à disposition de deux jeunes producteurs qui se lancent. Il y a un référent agricole de la CATL qui soutient et prépare leur installation.

LN : Dans quelle mesure les projets que vous soutenez permettent l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi ou l'installation de nouveaux agriculteurs ?



³ Maintenant rebaptisé le Mouvement des Initiatives de Transition.

⁴ Pour plus d'informations concernant Rob Hopkins, cf. article p. 29

⁵ <https://valheureux.be/>

⁶ <https://www.catl.be/2018/03/29/creafarm-un-projet-dagriculture-urbaine-porte-par-la-ville-de-liege/>

CJ : C'est un fantasme de se dire que l'agriculture est un métier vers lequel on pourrait orienter les personnes peu qualifiées. En effet, il faut savoir que **l'agriculture est un métier extrêmement exigeant**, car il requiert des compétences techniques, sociales, commerciales, administratives et en comptabilité. Même si les maraîchers ont ces compétences et travaillent par passion, c'est très compliqué de vivre décemment de ce métier, car le prix de l'alimentation est bas. Ils ont souvent un salaire qui est en dessous du revenu minimum...

Au niveau des CISP de la région – que ce soit le Cynorhodon ou la Bourrache – on constate de l'intérêt de la part des demandeurs d'emploi peu qualifiés. Par contre, sur quelques dizaines de personnes qui vont suivre ce genre de formation chaque année, il y en a peut-être une ou deux qui vont s'installer après comme indépendant. A la CATL, on essaie de mettre en place toutes les conditions pour faciliter l'installation des agriculteurs. Par exemple, en développant des partenariats avec les acteurs de la formation qui permettent aux candidats potentiels de



C'EST UN FANTASME DE SE DIRE QUE L'AGRICULTURE EST UN MÉTIER VERS LEQUEL ON POURRAIT ORIENTER LES PERSONNES PEU QUALIFIÉES. EN EFFET, IL FAUT SAVOIR QUE L'AGRICULTURE EST UN MÉTIER EXTRÊMEMENT EXIGEANT, CAR IL REQUIERT DES COMPÉTENCES TECHNIQUES, SOCIALES, COMMERCIALES, ADMINISTRATIVES ET EN COMPTABILITÉ.



se lancer dans les meilleures conditions, en facilitant leur accès à la terre⁷, en les accompagnant techniquement, etc.

En ce qui concerne les expériences d'agriculteurs salariés, un des premiers projets lancés dans le cadre de la CATL était une coopérative de production – les Compagnons de la Terre⁸ – qui avait pour but d'employer les producteurs et de les rémunérer décemment. Pour arriver à une viabilité économique au bout de 5 ans comme prévu dans le plan d'affaires, il aurait fallu une diversification très rapide des activités et une maîtrise aussi rapide des différents métiers (le maraîchage, l'élevage, la transformation alimentaire pour faire du fromage, du pain, la commercialisation, etc.) et une diversification rapide également. Nous nous sommes rendu compte

⁷ Par exemple, dans le cadre du projet CreaFarm, la Ville de Liège met gratuitement un terrain communal à disposition pour 20 ans.

⁸ <http://www.cdlt.be/>

MALHEUREUSEMENT, LA PLUPART DES SUBSIDES SONT EUROPÉENS ET VONT PLUTÔT ALLER VERS UNE AGRICULTURE INTENSIVE DE GRANDE SURFACE, TRÈS PEU PORTEUSE D'EMPLOIS ET AVEC BEAUCOUP D'EXTERNALITÉS ENVIRONNEMENTALES NÉGATIVES.



que le projet était trop ambitieux et cela s'est avéré mission impossible. **Il reste extrêmement compliqué pour un producteur primaire de gagner sa vie décemment.**

LN : Y a-t-il des subsides qui soutiennent ce type d'emplois salariés pour les agriculteurs ?

CJ : Malheureusement, la plupart des subsides sont européens et vont plutôt aller vers une agriculture intensive de grande surface, très peu porteuse d'emplois et avec beaucoup d'externalités environnementales négatives. Alors que les petits maraîchers qui consomment peu d'espace, qui rendent des services écosystémiques, qui vont créer de la biodiversité, qui ne vont pas polluer les nappes phréatiques, etc., ne vont toucher aucun subside. Dès lors, la CATL participe, avec d'autres partenaires, à un travail de lobbying pour essayer de faire changer les règles, mais les tendances sont très difficiles à infléchir quand on part de Liège... Au niveau de la Région wallonne, ils travaillent sur des propositions qui soutiendraient mieux ce type de producteurs.

Au niveau local, on expérimente des voies alternatives. Par exemple, il y a un partenariat qui s'est mis en place avec la coopérative de magasins Les Petits Producteurs⁹ qui va proposer aux deux jeunes producteurs qui se lancent dans le cadre du projet CREaFARM d'écouler une partie de leur

production au meilleur prix. La coopérative va également leur proposer un emploi à temps partiel en tant que vendeur dans leurs magasins (à prester principalement pendant la période creuse au niveau du maraîchage), ce qui leur permettra d'avoir un revenu fixe mensuel. Ce genre de formule hybride va permettre aux producteurs d'avoir un revenu décent. Un autre canal d'écoulement de leur production se fera via un CSA (*Community Supported Agriculture* ou agriculture soutenue par la communauté)¹⁰. Ce système propose aux citoyens de s'abonner à l'année pour bénéficier de la production : ils vont pouvoir venir chaque semaine récolter les légumes de la production eux-mêmes. Ce système offre deux avantages principaux aux producteurs. D'une part, il permet une économie importante pour le maraîcher, car

il ne doit pas récolter ni commercialiser sa production. D'autre part, le maraîcher n'est pas confronté à des problèmes de trésorerie, car il est payé un an à l'avance, quel que soit son niveau de production (par exemple si les conditions climatiques sont mauvaises, ça n'a pas d'impact sur son revenu). **C'est un système de solidarité entre les consommateurs et les producteurs.** Si ce système fonctionne, l'objectif sera de l'essayer. ●

INTERVIEW DE CHRISTIAN JONET,

Coordinateur de la Ceinture Aliment-Terre liégeoise

PAR LOUISE NIKOLIC,

*Chargée d'analyses à l'Interfédé
Et membre du Comité de rédaction
de l'Essor.*

⁹ <https://lespetitsproducteurs.be/>

¹⁰ François Sonet qui travaille à la CATL est le premier à avoir créé un CSA en Wallonie. Cela fonctionne très bien, car il a de nombreux clients, un revenu décent et de bonnes conditions de travail.

∴ La transition à Bruxelles : mieux produire et bien manger

À Bruxelles, de nombreuses initiatives sont mises en place pour favoriser la transition du système alimentaire des habitants de la Capitale. Objectifs : produire mieux dans ou à proximité de Bruxelles et manger sain tout en respectant l'environnement. Rassemblés sous l'appellation "Stratégie Good Food" ces initiatives sont soutenues par la Région de Bruxelles-Capitale. Rencontre avec l'équipe agriculture de Bruxelles Économie et Emploi en charge du projet Good Food.

Louise Nikolic : Quelles sont les initiatives mises en place dans la Région de Bruxelles-Capitale pour favoriser la transition de l'économie bruxelloise vers une économie plus verte et plus durable, notamment en matière de transition du système alimentaire ?

Bruxelles Économie et Emploi (BEE) : La Région de Bruxelles-Capitale a mis progressivement en place une série d'initiatives et de mesures destinées à favoriser une transition de l'économie bruxelloise vers une économie plus verte et plus durable. Au niveau de la **transition du système alimentaire vers plus de durabilité**, une collaboration étroite a vu le jour entre Bruxelles Environnement et l'équipe Agriculture de BEE. Cette collaboration s'est concrétisée par un processus de participation et de co-construction avec une centaine d'acteurs représentatifs de la chaîne de valeur alimentaire bruxelloise et belge dans le but de développer une stratégie alimentaire durable pour Bruxelles : **la Stratégie Good Food**¹.

La Stratégie Good Food vise à **augmenter la production agricole dans et à proximité de Bruxelles et à encourager la population bruxelloise à manger sain, tout en respectant l'environnement**². Il s'agit pour la région d'encourager le développement de projets en agriculture urbaine durable, ainsi que de proposer aux citoyens dès le plus jeune âge de bien manger, et d'accompagner



la demande pour que la nouvelle offre en produits locaux trouve preneurs et soit accessible à tous.

Les deux objectifs principaux de la stratégie sont :

- de développer de nouveaux projets d'agriculture urbaine avec un **objectif de production locale (région et périphérie) de 30 % des fruits et légumes consommés par les Bruxellois d'ici 2035** et en

¹ La stratégie Good Food a été adoptée par le Gouvernement de la Région bruxelloise en décembre 2015. Cette politique publique volontariste est portée par la Région de Bruxelles-Capitale pour une durée de cinq ans (2016-2020). Infos : www.goodfood.brussels

² Les priorités de la stratégie sont de mieux produire (plus et de meilleure qualité), et de procurer une offre relocalisée et plus durable, notamment par la production locale.



parallèle de promouvoir **l'autoproduction** (30 % de la population) ;
- de réduire **de 30 % le gaspillage alimentaire d'ici 2020**.

Cette transition vers une économie plus verte et plus durable va être poursuivie par le nouveau Gouvernement bruxellois, qui déclarait en juillet 2019 dans sa Déclaration de Politique Générale son intention de mobiliser des moyens ambitieux au travers d'une Alliance "Emploi – Environnement – Alimentation durable" afin de promouvoir l'agriculture urbaine et péri-urbaine et la consommation de denrées alimentaires locales, durables et financièrement accessibles³.

LN : Pour atteindre ces objectifs, quels projets soutenez-vous et de quelle manière ?

BEE : La Région bruxelloise encourage et soutient le développement de projets d'agriculture urbaines dans ses différentes formes : agriculture professionnelle de pleine terre et hors-sol, potagers collectifs, productions individuelles, etc.

Depuis 2015, différents appels à projets ont été lancés pour encourager financièrement les porteurs de projets et contribuer à

développer l'agriculture urbaine bruxelloise. On a donc observé une augmentation significative des projets d'**agricultures urbaines professionnelles**⁴ (culture de champignons, élevage d'insectes, aquaponie⁵, hydroponie⁶, maraichage en pleine terre, etc.) ces dernières années à Bruxelles⁷. La stratégie Good Food a permis d'aider les producteurs à pérenniser leur activité en leur facilitant **l'accès aux sites de production** (tant au niveau des espaces privés que publics), **l'accès aux capitaux** et **l'accès aux marchés**⁸. Par ailleurs, une étude sur les filières de **formation en agriculture urbaine** professionnalisante existantes à

Bruxelles a été réalisée afin de pouvoir améliorer l'accès aux savoirs faire nécessaires aux porteurs de projets en agriculture urbaine. De plus, dans une optique d'**encadrement et d'accompagnement des porteurs de projets**, un service facilitateur a également été lancé, au travers d'une plateforme Web organisée autour de questions-réponses ainsi qu'un accompagnement plus personnalisé. Une série de collaborations et de réflexions sont également en cours en vue de renforcer les **collaborations/interactions entre les consommateurs et les producteurs**, notamment de la périphérie bruxelloise.

Les projets d'**autoproduction (individuelle ou collective)**¹⁰ sont également en augmentation, ce qui témoigne d'un dynamisme important des acteurs de terrain et d'une volonté des Bruxellois de (re)mettre les mains dans la terre. Outre la production locale de nourriture, ces projets permettent de créer des liens sociaux, des partages de savoirs, des lieux de sensibilisation, des espaces ouverts en ville accueillant de la biodiversité, des lieux de détente, etc.

Le nombre de **potagers collectifs a augmenté de 33 %** depuis 2013, totalisant un nombre de 392 sites. Les projets hybrides d'agriculture urbaine¹¹, visant entre autres l'insertion professionnelle ou la formation,

³ <https://be.brussels/files-fr/a-propos-de-la-region/competences-regionales/declaration-de-politique-generale-18-7-2019>

⁴ Agriculture dont la production est destinée à nourrir la ville.

⁵ L'aquaponie est un système qui unit la culture de plante et l'élevage de poissons.

⁶ L'hydroponie est la culture de plantes réalisée sur un substrat neutre et inerte (de type sable, pouzzolane, billes d'argile, laine de roche etc.).

⁷ Le nombre de projets d'AU est passé de 16 à 32 entre 2015 et 2018.

⁸ En parallèle de la stratégie Good Food, le projet Boeren bruxel Paysans contribue également à la transition de l'économie bruxelloise vers une économie plus verte et plus durable en aidant notamment à l'installation de nouveaux agriculteurs via la mise en place d'espaces test agricoles.

http://document.enviroment.brussels/opac_css/electfile/BRO_BoerenBxlPaysans_FR

⁹ <http://www.goodfood.brussels/facilitateurAU>

¹⁰ Ces projets d'autoproduction sont portés par des citoyens, des écoles, des associations, des autorités publiques, voire des entreprises pour leur personnel, etc.

¹¹ Les projets hybrides d'agriculture urbaine sont des projets qui ne sont pas uniquement axés sur la production de nourriture, mais qui utilisent surtout la production comme vecteur pour l'insertion professionnelle et les formations en éducation permanente.



se font également plus nombreux, de même que les potagers intergénérationnels. Par ailleurs, certains grands projets d'aménagement de quartiers commencent à s'intéresser à l'agriculture urbaine et aux manières de l'intégrer. Bruxelles Environnement a mis en place différents dispositifs pour accompagner ces cultures en ville et travaille à améliorer l'accès des citoyens, individuellement ou collectivement, aux moyens techniques et financiers pour le développement de projets, aux savoirs faire et à l'information, aux sites de production, etc. Le site Web www.goodfood.brussels permet de donner un maximum d'informations aux citoyens.

LN : Soutenez-vous des projets qui contribuent à l'insertion socioprofessionnelle des demandeurs d'emploi ?

BEE : De nombreux projets subsidiés par Bruxelles Economie et Emploi dans le cadre de la stratégie Good Food contribuent à **l'insertion socioprofessionnelle des demandeurs d'emploi**. Deux exemples

de ce type de projets sont la Ferme Nos Pilifs et l'Atelier Groot Eiland. D'autres projets sont axés sur **l'aide à l'installation professionnelle de nouveaux agriculteurs** à Bruxelles et dans sa périphérie en les aidant à surmonter les obstacles rencontrés que sont l'accès à la terre, l'accès au capital et la difficulté de se lancer en tant qu'indépendant dans ce métier. Finalement, certains projets proposent des formations

pour les particuliers. Certaines formations visent les citoyens qui veulent s'essayer à l'autoproduction, et d'autres sont destinées aux personnes qui souhaitent se lancer dans la production professionnelle. Un des projets subventionnés à plusieurs reprises par BEE, Vert d'Iris, vise par exemple à former des demandeurs d'emploi peu qualifiés au maraîchage biologique à Bruxelles. ●



INTERVIEW DE L'ÉQUIPE AGRICULTURE DE BRUXELLES ÉCONOMIE ET EMPLOI

en charge du projet Good Food.

RÉALISÉE PAR LOUISE NIKOLIC,

Chargée d'analyses à l'Interfédé et membre du Comité de rédaction de L'Essor.

⋮ La transition “ça passe par Mons”

En 2007, le premier GAC (Groupe d'achat en commun) de Mons est créé par une poignée de citoyens. Le mouvement a permis de mettre en lumière les difficultés rencontrées par les promoteurs.

Le GAC, lieu informel, convivial et festif où chacun abordait ses envies, ses projets et ses rêves (même les plus irréalistes), fut aussi un tremplin pour d'autres initiatives. C'est là que naît le collectif “*Ça passe par ma commune*” (2007) qui deviendra plus tard “*ça passe par Mons*.” À l'initiative : une dizaine de citoyens qui aspiraient à faire de leur ville celle du commerce équitable. L'idée de transition est déjà dans l'air, même si, à l'époque, le terme n'est guère utilisé. Le collectif fut

ainsi à l'origine de l'engagement du premier écoconseiller (issu de ses rangs) de la ville de Mons et, dans la foulée, de la mise sur pied d'un Conseil participatif en développement durable (CPDD). Malgré une importante défection au sein de ses membres, le collectif parvient néanmoins à reprendre ses activités et, en 2010, Mons devient la première commune du commerce équitable de Wallonie. Le projet de **monnaie complémentaire “ropi”** est également issu du collectif “*ça*

passe par Mons”. Les premiers ropis sont émis en 2010. Mons est ainsi la première commune en Wallonie à se doter d'une monnaie citoyenne.² À l'origine, il s'agit d'un projet expérimenté dans une école ensuite réorienté vers un modèle plus classique de monnaie citoyenne, indépendant des pouvoirs publics. Le ropi est aujourd'hui accepté en paiement chez une quarantaine de commerçants montois.

DEPUIS 2015, MONS EN TRANSITION ORGANISE AVEC L'UNIVERSITÉ DE MONS UN CYCLE DE CONFÉRENCES INTITULÉ "NOS SOCIÉTÉS EN TRANSITION ET EN DISCUSSION". D'AUTRE PART, LE FESTIVAL "DEMAIN" GÉRÉ PAR MARS (CENTRE CULTUREL DE MONS) COMPTE MONS EN TRANSITION PARMIS SES PRINCIPAUX PARTENAIRES.

En 2010-2011, le GAC de Mons et le GAC d'Ath (AVAP - Association de Valorisation de l'Agriculture paysanne) constituent une coopérative agricole qui fournit les GAC des deux villes, les marchés régionaux et parfois ceux de Bruxelles. Un terrain de six hectares est mis à la disposition du collectif à Rebaix par la Région wallonne (propriétaire des lieux). Malgré une réorientation du projet initial, une option d'achat du terrain a été lancée avec l'aide de l'asbl *Terre-en-vue*³.

Début 2011, un collectif assez large (une vingtaine de personnes) démarre une réflexion en vue de constituer un **habitat groupé**. Il s'est essentiellement constitué au départ des GAC et du SEL. Les aspirations des uns et des autres au sein d'un groupe aussi large étant naturellement différentes, le groupe se scinde en deux entités, l'un plus urbain (et plus âgé), l'autre cherchant un lieu périurbain. Les deux projets se concrétisent : d'une part, quatre familles acquièrent un parc de six hectares (le *Petit Marais*) à Jemappes et, d'autre part, un collectif d'une dizaine d'entités achète l'ancien Carmel de Nimy. La rénovation du bâtiment est entamée, mais la plupart des porteurs initiaux abandonnent le projet par essoufflement ou faute de moyens financiers. Il est toujours en cours aujourd'hui.

Le projet du *Petit Marais* à Jemappes (sans bâtiment initial) rencontre des problèmes urbanistiques importants,⁴ mais obtient finalement gain de cause. La bataille avec les pouvoirs publics laissera des traces dans le collectif qui se voit réduit à deux entités. Le projet reste néanmoins sur les rails : le terrain est acquis, les plans de construction pour un immeuble de cinq appartements existent, mais les coûts cumulés d'un terrain de six hectares et du bâti peuvent être décourageants pour les profils "transitionnistes".⁵ Le projet, toujours en cours, cherche un nouveau souffle notamment dans

une perspective d'habitat léger inséré dans un écoquartier. Mais cette perspective nécessite une implication institutionnelle et la nouvelle majorité montoise, tardée à s'approprier le projet d'écoquartier tout en restant a priori ouverte. À suivre.

Dès 2010, un collectif *Mons en Transition* tente de se mettre en place. Deux tentatives voient le jour entre 2010 et 2014. La troisième tentative sera la bonne. Depuis 2015, *Mons en Transition* organise avec l'Université de Mons un cycle de conférences intitulé "Nos sociétés en transition et en discussion". D'autre part, le festival "Demain" géré par MARS (Centre culturel de Mons) compte Mons en Transition parmi ses principaux partenaires.

Dans le Hainaut, les GAC doivent aujourd'hui coexister avec les initiatives d'épicerie citoyennes : Coopéco à Charleroi, Coquelicoop (entre Ath et Mons) et une nouvelle initiative naissante (2019) d'épicerie coopérative à Mons.

> Les freins aux initiatives

- **L'essoufflement** des groupes porteurs – *toujours les mêmes !* – qui assument trop d'activités et finissent par s'épuiser. Cependant, la situation tend à s'améliorer, car le concept de Transition a clairement le vent en poupe.

- **L'accès à la terre** est un problème récurrent pour beaucoup de ces initiatives, les espaces publics n'étant pas garantis à la mise à disposition sur une longue période⁶.



Sur les terrains privés, d'autres problèmes existent :

- **L'urbanisme** (*cas du Petit Marais*) ;
- Le **coût des constructions**/rénovations. Néanmoins, l'évolution du code du développement territorial (CoDT)⁷ qui ouvre des possibilités à l'habitat léger va dans le bon sens. Saluons en particulier le travail du collectif HaLé (Habitat Léger) qui permet de faire évoluer les choses.

D'autres projets menés par *Mons en Transition* ont eu un impact significatif à l'échelle de la vie associative locale. Il est intéressant d'observer que les projets pérennes sont ceux qui font l'objet d'une collaboration institutionnelle avec aide logistique et financement. Dans son film "Après Demain", Cyril Dion indique d'ailleurs que les initiatives de transition françaises qui survivent sont souvent celles qui reçoivent le soutien d'une municipalité ou d'une entreprise. Un des défis à relever est donc d'inscrire les actions citoyennes dans un champ d'action plus large, idéalement un mix privé-public. ●

BERNARD ANTOINE
POUR LA RÉDACTION,

Chargé de projets auprès
de la fédération ACFI

Et membre du Comité de rédaction
de l'Essor

En collaboration avec

QUENTIN BROUETTE
ET FABIAN DORTU,

militants transitionnistes montois

1 Le ropi est considéré par ses initiateurs comme un outil d'éducation aux questions monétaires et financières. Parmi eux, on trouve des professionnels de l'éducation (Jeunesse scientifique de Belgique) et de la formation (SIEP).

2 https://fr.wikipedia.org/wiki/Monnaie_locale

3 Inspiré par l'initiative française Terre de Lien, Terre-en-vue est une association, petite, mais solide, avec des employés financés par des subsides publics. Pour financer l'achat du terrain, un appel à investissement est lancé (<https://terre-en-vue.be/les-projets/hainaut/terres-de-rebaix/>).

4 Deux refus de permis de bâtir malgré l'avis positif de la Ville.

5 <http://www.lesfondusdupetitmarais.be>

6 Cf. cas d'un jardin citoyen derrière le CPAS de Mons qui a dû mettre fin à son activité quand le CPAS a récupéré le lieu.

7 En terme d'évolution du CoDT relevons l'insertion de la notion d'habitation légère dans le Code wallon du Logement et de l'habitat durable ce qui contribuera à sa reconnaissance et à son encadrement adapté.

Devenirs : de la fourche à la fourchette !

Acteur socio-économique incontournable de nos campagnes, l'asbl Devenirs a développé ces dernières années un modèle de transition écologique et durable qui conscientise toute une population à des comportements plus responsables. De la fourche à la fourchette, success-story d'un projet né sous l'enseigne du bon sens et de la cohérence.

Créée en 1995, Devenirs mène simultanément et sur différents sites **des actions en matière d'insertion socioprofessionnelle¹, mais aussi d'éducation permanente et de développement local.** Son assise condruzienne lui a permis d'initier nombre de projets partenariaux, dont celui de la "cantine durable", une belle histoire qui a commencé au détour d'un potager prolifique et d'espaces tests que l'asbl met à la disposition de ses futurs maraîchers pour se lancer dans le métier.

Nous sommes à Strée-Modave, sur les hauteurs de Huy. En 2015, au milieu des légumes du jardin germe une idée toute simple : celle de **proposer une nouvelle formation de commis de cuisine de collectivité** et d'ainsi créer du lien avec la formation de maraîchage biologique préexistante. Produire et cuisiner, une association parfaitement logique... Et pour aller plus loin : distribuer ces repas en mode local et sensibiliser les habitants des villages environnants – en commençant par les nouvelles générations – à l'importance de ce qu'il y a dans leur assiette. *"Le service dans les écoles a été lancé en 2016, l'agrément a suivi en 2017, et le succès a été fulgurant"*, se rappelle Albert Deliége, le directeur de Devenirs.

La boucle entre jardin, cuisine et cantines scolaires n'aurait pas été si joliment bouclée s'il n'y avait eu, en mode local, ce **développement d'activités autour de l'alimentation.** Car l'initiative s'étend à toute une population : des stagiaires qui intègrent les formations du CISP aux enfants et aux équipes éducatives des écoles, aux parents qui auront préalablement été informés de la démarche par un nutrithérapeute, jusqu'à leurs voisins qui fréquentent peut-être ces jardins partagés longeant les parcelles-tests.



> Au détour d'un jardin prolifique et de la cuisine

Une visite s'impose dans les parcelles du jardin. Sous la houlette du formateur Frédéric Englebert, elles sont entretenues par les stagiaires de la formation en horticulture et en maraîchage biologique. Leur travail quotidien, parmi les 96 buttes standardisées de ce champ vaste d'un demi-hectare, permet une production de 4,5 tonnes de légumes, dont un tiers servira en cuisine. *"Le cuisinier sait ce qu'il y a dans le jardin, ensuite il invente la recette. On inverse la logique"*, explique Frédéric. Cette communication entre les parties (producteurs et transformateurs) a tout son sens dans **la logique de transition alimentaire** où s'inscrit Devenirs. Et avec ce même bon sens, les stagiaires étaleront les semis à plusieurs reprises pour produire des légumes plusieurs

fois dans l'année. À Joël et à ses stagiaires futurs commis de cuisine d'ensuite en disposer. *"Il fait beaucoup de conserves, ainsi il n'y a pas de gâchis"*, précise Frédéric.

Car la lutte contre le gaspillage, c'est un cheval de bataille pour Joël Genon, le formateur en cuisine. Les chiffres qu'il nous cite d'emblée pour évoquer leur modèle de "cantine durable" sont éloquentes : *"90 % de producteurs locaux et 70 % de bio (100 % pour la viande) dans les repas livrés au quotidien. Et moins de 10 % de déchets, contre 30 % en moyenne pour une cantine classique"*.

Pour obtenir de tels résultats dans ce combat anti-gaspi, tout le monde s'y met. À commencer, en cuisine, par les stagiaires qui utilisent un tableau Excel pour calculer les proportions, et un système original de "bouleuses" pour le grammage des aliments. Ces outils seront utilisés en cuisine ainsi que dans les écoles ; ils

¹ Dans ce panel de formations, on retrouve les métiers verts, les métiers techniques, la formation au transport de personnes à mobilité réduite, au permis de conduire, de l'initiation à l'informatique, du développement personnel...

permettent l'élaboration d'assiettes réfléchies, avec de justes quantités, adaptées aux âges des enfants. Sur les feuilles de route établies pour les livraisons, on va indiquer aux bénévoles chargés du service (*préalablement formés, eux aussi*) quelle bouleuse utiliser pour tel composant du menu. Les enfants aussi seront invités, grâce au travail de sensibilisation préalable d'une animatrice, à se rendre compte de la quantité dont ils ont réellement besoin, en tenant à l'œil, par exemple, leur "baromètre de la soupe"².

> "Réfléchir à faire avec ce qu'on a..."

Ne pas gaspiller, accrocher à un mode de vie moins consumériste dès le plus jeune âge, c'est **un pari sur le futur**. Chez Devenirs, c'est un fil rouge en matière de pédagogie également : *"Ici, tout est retravaillé en cuisine et on ne cuisine que du frais, dont les légumes de saison. On sensibilise régulièrement nos stagiaires aux enjeux de la société et aux réalités du terrain dans le secteur bio, ça leur permet d'acquérir progressivement une certaine philosophie de vie (...)* Un autre axe travaillé dans la composition des assiettes, c'est la diminution de la quantité de viande servie et la réflexion avec les stagiaires sur les recettes, pour les adapter à ce qu'on a. Dans notre recette de couscous, on ne mettra pas de merguez, mais du navarin d'agneau". Si l'acuité de tels apprentissages n'est plus à démontrer pour les stagiaires, il faut également

en **valoriser l'aspect "reproductibilité"**. En effet, les compétences acquises, la manière de travailler peuvent être "distillées" ailleurs. Un exemple de plus-value de cette formation au travail avec du frais : les stagiaires y acquièrent rapidement une bonne maîtrise des règles d'hygiène...ce qui est apprécié lorsqu'ils partent ensuite en stage.

Aujourd'hui, Joël et son équipe assurent vers les écoles une livraison de +/- 250 repas par jour. *"On travaille dans 12 écoles du Condroz, bientôt 15 avec 3 nouveaux établissements issus du giron du GAL hesbignon"*, explique Albert Delière. Mais au final, qu'en est-il de la facture pour les parents ? Est-ce plus onéreux ? Leur constat, après deux années de fonctionnement, est que si on associe judicieusement une sélection de produits locaux et de saison à des comportements anti-gaspi, on peut réellement se permettre ce choix d'alimentation : *"La transition s'inscrit en plein là-dedans : on n'explose pas les coûts. Au final, on a le même prix de revient que dans un système ordinaire !"*. Et pour les plus précarisés, ils réfléchissent à un **projet de tarification sociale** adapté aux enfants dont les parents sont tributaires du CPAS.

> Un modèle... qui fait des petits

On l'a compris, le modèle de cette petite cantine bio et durable séduit de plus en plus d'établissements scolaires. *"Des écoles nous appellent, mais on ne peut pas répondre à tous les besoins en ce moment. Le système est limité point de vue repas, et la formation reste*



notre métier premier (...) Évidemment, il nous faudrait plus de moyens. Et un deuxième formateur ne serait pas du luxe !", déclare Albert.

Le concept incite à l'émulation : choisi comme coach pour encadrer d'autres écoles, Devenirs est sollicité de toutes parts pour venir parler de son dispositif. L'asbl a d'ailleurs reçu en 2018 le "Prix spécial du Jury, coup de cœur européen" aux Victoires des Cantines Rebelles à Paris. Mais si les cantines zéro déchet font bien partie des plans du Gouvernement wallon pour l'avenir, l'exemple de Devenirs reste, selon son directeur, difficilement généralisable dans le secteur de la cuisine de collectivité : *"Changer le système reste compliqué en matière de marchés publics et niveaux de décision"*. Il est vrai que leur bonne fortune a été de partir de rien, de construire le projet, et non pas de devoir transformer une cantine "classique" pré-existante.

De projets, d'ailleurs, ces pros du réseautage n'en sont jamais à court ... La preuve : depuis peu, des ateliers "Écomatériaux" sont organisés pour sensibiliser la population à la gestion durable... de leurs logements. Quand on vous parlait de cohérence... ●

ANNE-FRANCE LELOUP,

membre du Comité de rédaction de l'Essor et permanente auprès de la fédération CAIPS



² Ce "baromètre" est un contenant gradué qui sert à récolter les restes de soupe et permet aux enfants de visualiser rapidement le surplus.

Apprendre les savoirs de base en osmose avec la nature

À La Ferme de la Forestaille, une dynamique de transition est à l'œuvre dans la région du Val de Sambre. Le partenariat initié entre la Régie d'habitat rural en Val de Sambre et Lire et Écrire créé, imagine et amorce de nouvelles manières de faire avec les stagiaires en osmose avec la nature. Ce projet développe un apprentissage ouvert sur le monde qui l'entoure, porteur d'un retour à l'essentiel.



Depuis quatre ans déjà, Barbara donne des ateliers d'alphabétisation, à raison de six heures par semaine, au sein de la Régie d'habitat rural en Val de Sambre¹. Ce partenariat, initié en 2012, a mûri au fur et à mesure des années pour **développer une véritable cohérence dans le projet pédagogique et sociétal défendu au sein de ce lieu enchanteur.**

À la ferme de la Forestaille², la dynamique initiée va bien au-delà d'une formation socioprofessionnelle qui collabore avec un organisme d'alpha, tel que Lire et Écrire. **La complémentarité pédagogique qui se dégage du projet global semble porteuse d'un vivier d'idées plus fertiles les unes que les autres**, sources d'un futur économique, écologique et social, empreint de promesses.

> Ni chimie, ni machine

Sur le site, les stagiaires sont formés aux techniques de maraîchage, ainsi qu'à

SUR LE SITE, LES STAGIAIRES SONT FORMÉS AUX TECHNIQUES DE MARAÎCHAGE, AINSI QU'À L'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS, DE LA MANIÈRE LA PLUS NATURELLE POSSIBLE, SANS INTRANTS CHIMIQUES, AVEC LE MINIMUM DE MACHINES.

l'entretien des espaces verts, de la manière la plus naturelle possible, sans intrants chimiques, avec le minimum de machines. **Tout est réfléchi pour créer un climat respectueux de la nature où chaque élément se nourrit l'un de l'autre.** Arbres fruitiers, moutons, lagunage, mare, et abeilles cohabitent dans un univers où les stagiaires vivent une véritable expérience d'osmose avec l'environnement qui les entoure. Ils aménagent le site, ils plantent, ils coupent du bois, ils cultivent, ils entretiennent le lagunage et les arbres fruitiers. Ils récoltent les fruits et les légumes puis sont amenés à

les vendre directement au petit magasin de la ferme, sous forme de paniers précommandés.

> Tout est lié !

Pour Barbara, toute la matière pour l'apprentissage en alpha est là. Elle est puisée dans la richesse naturelle qui s'étend devant leurs yeux : *"Quand il fait bon, on va directement sur le site et on profite de ce qui se passe autour de nous pour alimenter le contenu du cours"*. Distinguer les arbres, les fruits des légumes, calculer les surfaces afin de planter les semis à distance égale, savoir rendre la monnaie aux

¹ Plus d'infos sur : <https://www.regiehabitat-rural-vds.be/>.

² Ferme de la Forestaille : Rue de Forestaille, 12 - 6542 Sars-la-Buissière (Lobbes)



habitants du quartier quand ils viennent chercher leur panier... **Tous ces éléments font partie intégrante d'un processus d'apprentissage des savoirs de base** et créent de l'interaction directe avec les techniques utilisées dans l'appréhension du métier. Le tout, dans une réflexion plus large sur la richesse des ressources qu'apporte la nature.

Comme elle le dit si bien : *"Tout est lié en fait !"*. Quand ils cuisinent les fruits et les légumes récoltés, ils réfléchissent à la cuisson, aux ingrédients utilisés, à l'hygiène, au nettoyage des ustensiles, aux proportions réservées... Quand ils nettoient les locaux de formation, c'est avec des produits naturels créés de leurs propres mains : *"On fait les produits, on analyse les ingrédients qu'on met dedans et puis on fait le calcul de ce que ça coûte. Ils se sont d'ailleurs rendu compte qu'avec du bicarbonate, c'était beaucoup plus efficace, beaucoup plus économique et beaucoup moins polluant"*. **Toutes ces considérations, essentielles au jour le jour, se révèlent ainsi des prétextes à l'apprentissage** et finissent par amorcer de nouvelles manières de faire chez les stagiaires (si elles n'étaient pas déjà là au départ !).

> Imaginer et ensuite partager

Éviter les produits chimiques devient une habitude pour ces derniers, quitte à se creuser les méninges en groupe pour extraire toute substance artificielle de leur quotidien. *"Ils ont, par exemple, eu envie de créer des nichoirs pour les oiseaux avec des matériaux*

de récupération (...), mais ils ne voulaient pas utiliser de pistolet à colle. On a donc essayé d'imaginer tout un tas de techniques. Avec le groupe, on travaille l'essai-erreur et après, on réfléchit sur notre démarche".

Ces savoirs acquis, ils les transfèrent dans leur famille : *"(...) ça fait un peu tache d'huile. Ils s'impliquent et c'est gai d'entendre ça !"*. C'est ainsi que le cycle devient vertueux.

Dans ces lieux, les stagiaires sont par conséquent sur-stimulés à la découverte et à la rencontre de pratiques simples et naturelles, qui touchent leur quotidien à différents niveaux. Ils expérimentent un réel retour à l'essentiel. Ils travaillent au fil des saisons (ça aussi, c'est travaillé en alpha !) et s'investissent dans des projets au-delà de la formation, en partenariat avec des acteurs

locaux : *"Ils ont le projet de créer une boîte à livres avec des matériaux de récupération, par exemple"*.

Inscrits dans une dynamique d'insertion socioprofessionnelle, ils expérimentent la vie ensemble, mais aussi, la nécessité de prendre soin d'eux-mêmes, du sol, de l'air, de l'eau, des insectes et de l'environnement en général. Pour Barbara, donner des ateliers d'alphabétisation dans cet univers est une source d'apprentissage autant pour elle, que pour les stagiaires : *"Je suis riche de tout ça. Autant qu'eux... J'apprends énormément. Je m'émerveille chaque jour de ce que je peux observer"*, déclare-t-elle.

Du reste, le *"retour aux sources"* a un effet apaisant pour le groupe. D'ailleurs, Barbara se plaint souvent à leur rappeler cette simple phrase : *"Grâce à la nature, nous n'avons besoin de rien, tout est là"*. ●

JUSTINE DUCHESNE,

membre du Comité de rédaction de l'Essor et chargée de projets Éducation permanente chez Lire et Écrire Wallonie

DANS CES LIEUX, LES STAGIAIRES SONT PAR CONSÉQUENT SUR-STIMULÉS À LA DÉCOUVERTE ET À LA RENCONTRE DE PRATIQUES SIMPLES ET NATURELLES, QUI TOUCHENT LEUR QUOTIDIEN À DIFFÉRENTS NIVEAUX.

∴ Cynorhodon : donner du sens pour relever ensemble le défi de la transition

Cynorhodon transmet des compétences professionnelles dans des métiers qui ont du sens, inscrits dans une démarche de transition et de développement durable et permet à chaque personne en formation de s’émanciper socialement et de se développer personnellement, quels que soient son âge, son sexe, sa nationalité... afin d’être acteur de sa vie et reconnu.

> Quelles sont les actions de transition menées par le centre ?

Lors de la période hivernale, quand les activités sur le terrain sont moins importantes, des actions de sensibilisation sont mises en place avec d’autres partenaires telles que comparer des aliments de supermarchés et des produits locaux et/ou bio et/ou cultivés soi-même, comparer les différences financières, lire des étiquettes. Des débats sont également organisés avec l’appui de films (“Demain”, “Alors on change”, etc.). Le centre développe aussi l’apprentissage de la traction animale dans le but de se préparer à une ère post-pétrole. L’objectif n’est pas d’exclure toutes les

énergies fossiles, mais que **les stagiaires acquièrent plusieurs techniques pour développer leur autonomie.**

À la fin de la formation, environ 30 % des stagiaires décrochent un emploi, mais peu dans des secteurs liés de près ou de loin à la transition écologique. Or, de nombreux besoins ne sont pas rencontrés actuellement dans la société comme la production locale et maraîchère. **Les stagiaires pourraient trouver un emploi dans ces domaines, s’ils venaient à se développer.**

C’est pourquoi, l’asbl est engagée dans un projet Interreg KreaVert¹ – projet d’insertion socio-professionnelle et de développement

de “villes comestibles”. Dans ce cadre, Cynorhodon a réalisé, avec de nombreux partenaires locaux, des potagers collectifs dans les communes de la Basse-Meuse et à Vielsalm². Par ce biais, les stagiaires participent activement à la mise en place de nouvelles pratiques pour répondre aux défis du chômage et de la transition écologique. Cynorhodon a obtenu un soutien du Fonds Venture Philanthropy³ dans le but d’optimiser son impact sociétal en explorant concrètement les perspectives d’emploi pour les personnes peu qualifiées dans le réseau des jardins et potagers collectifs et des “villes comestibles”⁴ en Belgique. **Les pouvoirs publics et les communes constituent un appui, financier notamment, indispensable** puisque l’autonomie financière



- ¹ Ce projet transfrontalier a pour but d’utiliser des espaces publics laissés vacants pour y faire pousser des plantes comestibles et d’envisager également la création d’emplois ouverts à des personnes peu qualifiées. Il concerne des territoires allemands, belges, français et luxembourgeois.
- ² L’asbl participe aussi au potager collectif de Sarolay, ouvert aux enfants de l’école du village et au voisinage, au potager collectif de l’asbl du quartier de Sainte Marguerite, ou encore avec des entreprises privées.
- ³ Le Fonds Venture Philanthropy propose un accompagnement structurel à des organisations (asbl ou entreprises d’économie sociale) ayant un potentiel de développement ou un enjeu de maintien de leur impact sociétal en Belgique, sous forme de consultance externe, aide au financement et mobilisation du réseau de la Fondation Roi Baudouin.
- ⁴ La “ville comestible” est un concept développé par l’association française Vergers Urbains depuis plus de cinq ans, à travers diverses interventions dans les espaces communs de la ville, sur l’espace public ou les espaces collectifs



des maraîchers est actuellement difficilement atteignable.

> Pourquoi s'engager au quotidien dans des actions qui visent à construire une planète plus verte, un monde plus juste, une vie plus chouette ? Pourquoi ces actions ont été mises en place ?

Dès sa création, l'asbl avait posé le diagnostic que les atteintes graves à l'environnement entraîneront des changements sociétaux et économiques considérables. Ces constats se sont malheureusement renforcés et les bouleversements semblent inéluctables. De plus, le public des CISP, déjà exclu de la société actuelle, ne doit pas être à nouveau exclu des actions tentant de pallier ses changements.

> En quoi ces actions sont-elles un vecteur d'insertion ?

Les perspectives dans le marché actuel de l'emploi, aussi bien pour le public peu qualifié que pour le secteur du maraîchage biologique, sont restreintes. En travaillant et explorant concrètement ces perspectives, Cynorhodon tente par ce biais de travailler directement sur l'insertion des stagiaires. **Les potagers partagés permettent ainsi aux stagiaires de transmettre leurs connaissances techniques et théoriques liées au**

maraîchage et de créer des liens sociaux tout en donnant du sens à leurs actions. De plus, ils offrent des possibilités de sensibiliser le public à la transition par la production alimentaire.

Pour les stagiaires de 55 ans et plus, présents en nombre croissant dans l'asbl, il s'agit **d'une porte d'entrée possible vers l'insertion socioprofessionnelle**. En effet, ce public combine un éloignement important de l'emploi, de la société et dans de nombreux cas, des soucis physiques. Ces difficultés se renforcent mutuellement.

> Quelles sont les plus-values pour les stagiaires ?

Les plus-values sont multiples et différentes selon les parcours des stagiaires et ce qu'ils sont venus chercher au cours de leur formation chez Cynorhodon.

Certains arrivent en formation sous la contrainte institutionnelle. Mais que ce soit par ce biais ou un autre, les attitudes des stagiaires changent au fur et à mesure de l'avancée de la formation.

Nombreux sont ceux qui pensaient ne pas pouvoir être acteurs de la transition. De plus, certains sujets ne sont pas évidents à aborder lorsque les besoins fondamentaux tels

que se loger, se nourrir, se chauffer ou encore s'habiller ne sont pas rencontrés.

À ce jour, encore trop peu d'initiatives liées au développement durable et à la transition écologique intègrent le public des CISP puisqu'elles émergent notamment de personnes ayant un bagage socioculturel plus "privilegié" (pas forcément économique). La formation dispensée par le centre et les actions menées comme le projet KreaVert tentent d'ouvrir leurs perspectives.

Par le travail de la terre et des travaux réalisés avec des partenaires, **des stagiaires (re)trouvent du sens à ce qu'ils font**. Des stagiaires ont commencé à cultiver leurs potagers et se sont associés entre eux pour produire de quoi se nourrir. Ils sont alors à leur niveau des acteurs de la production maraîchère locale. **Le respect de la nature engendre le respect de soi**.

Il s'agit également d'une construction collective. Les liens se créent également avec des personnes extérieures puisqu'il y a là, des occasions de transmettre et de valoriser les savoirs acquis, aussi bien auprès de communes, d'habitants, d'associations, de maisons de quartier, d'entreprises. Ces derniers peuvent à leur tour être sensibilisés à la transition écologique et aux problématiques

CERTAINS ARRIVENT EN FORMATION SOUS LA CONTRAINTE INSTITUTIONNELLE. MAIS QUE CE SOIT PAR CE BIAIS OU UN AUTRE, LES ATTITUDES DES STAGIAIRES CHANGENT AU FUR ET À MESURE DE L'AVANCÉE DE LA FORMATION.



de perspectives d'emploi pour les personnes peu qualifiées.

> Quelles sont les perspectives ? Quels sont les freins à lever ?

Tout d'abord au niveau des stagiaires, certains ne sont pas en capacité d'être autonomes dès la fin de la formation. C'est pourquoi Cynorhodon souhaiterait développer un "système" complémentaire au CISP pour **continuer l'accompagnement de stagiaires après la formation**, pour ceux qui souhaiteraient lancer leurs activités en maraîchage bio.



Le deuxième frein à lever, comme nous l'avons souligné plus haut, serait **le manque d'opportunités d'emploi durable et de qualité** dans ce secteur et pour les personnes les plus éloignées de l'emploi.

Enfin, sans le soutien et la sensibilisation du grand public aux enjeux de la transition et aux problématiques du public des CISP, il paraît très complexe de développer les actions de Cynorhodon de manière pérenne. Identifier ces freins (dé)montre que d'énormes défis restent encore à mener par le

secteur des CISP. Ce même secteur qui dispose de magnifiques ressources pour prendre à bras-le-corps tous les défis de la transition – aussi bien dans les villes que dans les campagnes. **Saisir ces défis représente une opportunité de rester innovant.** Mais sans un travail collectif, rien n'est possible. Nous pourrions conclure par "moins de biens, mais plus de liens". ●

Propos recueillis par
JULIETTE VILLEZ,
chargée de mission
auprès de la fédération ALEAP

⋮ L'Atelier Valor, faire du beau utile

L'Atelier Valor, c'est la filière "Ouvrier·ère valoriste" de l'AID Val de Senne, une formation qui offre la possibilité d'une insertion sociale et professionnelle à travers la gestion créative des déchets.

A Tubize, depuis trois ans, la filière Valoriste s'est développée et réinventée en s'orientant vers la valorisation et la récupération de bois de palettes.

Designers et architectes d'intérieur, entreprises locales souhaitant évacuer leurs déchets de manière écologique et sociale, clients particuliers et privés, ressourceries ayant accès aux matériaux, CPAS ou encore d'autres valoristes, le réseau de l'Atelier Valor est large et varié, et couvre toute la chaîne de valorisation du déchet. Par ce biais, **le centre se positionne comme un réel acteur de changement écologique et social.**

> Une longue histoire avec la valorisation

Début 2000, le centre lance une formation à la reconversion des gros déchets électroménagers (machines à laver, réfrigérateurs...), **dans une optique écologique mais aussi avec l'objectif de développer une activité économique** qui serait, à terme, porteuse d'emplois. Petit à petit, la filière prend de l'ampleur et, en 2003, le centre AID Val de Senne et la fédération AID, accompagnés de quatre CPAS de la province du Brabant wallon détachent l'activité du CISP en créant

R.app.el, une coopérative de reconversion de déchets électroménagers.

Une fois la coopérative lancée, le centre ne perd pas son envie de continuer dans la même optique : **recyclage et création d'emplois.** Il lance alors une nouvelle formation, amenant cette fois au métier de Valoriste en ressourcerie, et une activité de ressourcerie se développe dans le même temps. A nouveau, au fil des années, la filière évolue et rencontre un franc succès. Si bien que c'est au tour de la ressourcerie d'être transformée en une coopérative pour devenir *La Ressourcerie de la Dyle*¹. Au vu de ces deux succès, le centre est



LE MÉTIER DE VALORISTE EST UN MÉTIER D'AVENIR QUI RESTE ACCESSIBLE AUX PUBLICS PEU QUALIFIÉS. IL EST UN VECTEUR IDÉAL POUR CRÉER UN LIEN CONCRET ENTRE INCLUSION SOCIALE ET ENGAGEMENT ENVIRONNEMENTAL.

confiant et persévère alors dans la valorisation de déchets. Il réoriente à nouveau ses activités pour aboutir, en septembre 2017, à l'Atelier Valor, un projet de travail de bois de récupération.

> Formation et Transition

Pour Donatienne Hargot, Coordinatrice pédagogique, formation et transition sont forcément liés : *“dans la filière Valoriste, on valorise les déchets en mettant en valeur les compétences des stagiaires”*. Au vu de son histoire, **l’alliance entre la transition écologique et la transition sociale “fait partie de l’ADN du centre”**, et est une grande motivation dans le travail de l’équipe et des stagiaires.

Pour les stagiaires, cette motivation vient par la **grande valorisation de leur travail** que permet l'Atelier Valor, tant à leurs yeux qu'à ceux du public extérieur. *“Les retours positifs des clients et du public sont enrichissants pour les stagiaires, et cette valorisation est très importante dans leur parcours. Être reconnu pour leur travail, un travail que l'on veut utile et plein de sens, contribue à leur redonner confiance en eux”*.

Au-delà de l'apprentissage des compétences nécessaires au métier, le

centre apporte une grande importance à la sensibilisation des stagiaires, pour qu'ils puissent, à leur tour, sensibiliser leur entourage et le grand public aux enjeux environnementaux. *“C'est important qu'ils deviennent eux-mêmes porteurs du message”*, car cela leur permet de s'approprier des clés de compréhension des enjeux sociétaux contemporains et de se sentir acteurs du changement.

De plus, **le métier de valoriste est un métier d'avenir qui reste accessible aux publics peu qualifiés**. Il est un vecteur idéal pour créer un lien concret entre inclusion sociale et engagement environnemental. D'ailleurs, ce n'est pas pour rien que les projets de récupération et valorisation de déchets se développent surtout dans l'économie sociale et solidaire, parce qu'elle est porteuse d'emploi d'insertion et attentive aux considérations écologiques.

> Une Caravane de la Transition

Il y a quelques années, **le centre s'est lancé le défi de construire un espace mobile**, à partir de matériaux récupérés, qui témoignerait de leur artisanat tout en devenant un facilitateur de transition. Ce projet a donné naissance à la Caravane de la Transition, un espace mobile polyvalent. Il peut s'adapter

à toutes les demandes et se transformer au choix : foodtruck bio et local, espace d'accueil d'ateliers pratiques ou de repair café... Réel symbole du projet Valoriste du centre, la Caravane a pour objectif de soutenir et encourager toutes les initiatives citoyennes œuvrant à une transition écologique et sociale.

À l'avenir, le centre souhaite rester à la pointe des réflexions pour toujours mieux valoriser les déchets et être un acteur utile de la Transition. La masse de déchets non recyclés chaque année est énorme, et il faut sensibiliser le grand public au recyclage et à la récupération en lui proposant du “beau, utile, écologique et pratique” pour prolonger la vie des matériaux. Pour Donatienne, **le centre doit “être force de proposition”** en développant des projets nouveaux, viables et rentables, qui puissent fournir de l'emploi à des personnes peu qualifiées. ●

SALIMA AMJAHAD,

Membre du Comité de rédaction de l'Essor et permanente chargée de projets à la fédération AID



1 Aujourd'hui, les deux coopératives ont fusionné pour devenir La Ressourcerie Restor : <https://restor.be/>

La Ferme de Froidmont, transition plutôt que révolution

À Rixensart, la Ferme de Froidmont Insertion forme des demandeurs d'emploi peu diplômés aux métiers de commis de cuisine et de maraicher en culture biologique. Chaque année, le CISP accompagne une quarantaine de stagiaires vers l'emploi et travaille avec eux l'inclusion sociale et la protection de l'environnement.

Avec ses deux hectares et demi de potagers urbains bio en permaculture, dont 50 parcelles de jardins partagés et un restaurant bio et pédagogique de 60 couverts¹, la Ferme de Froidmont relève les défis de la formation et du travail **en s'inscrivant dans une écologie globale qui prend soin des hommes et de la terre pour partager équitablement**. Les légumes cultivés dans les parcelles sont cuisinés par d'autres stagiaires en formation commis de cuisine. Tout ce qui est produit au jardin est soit cuisiné au restaurant soit revendu en direct aux particuliers.

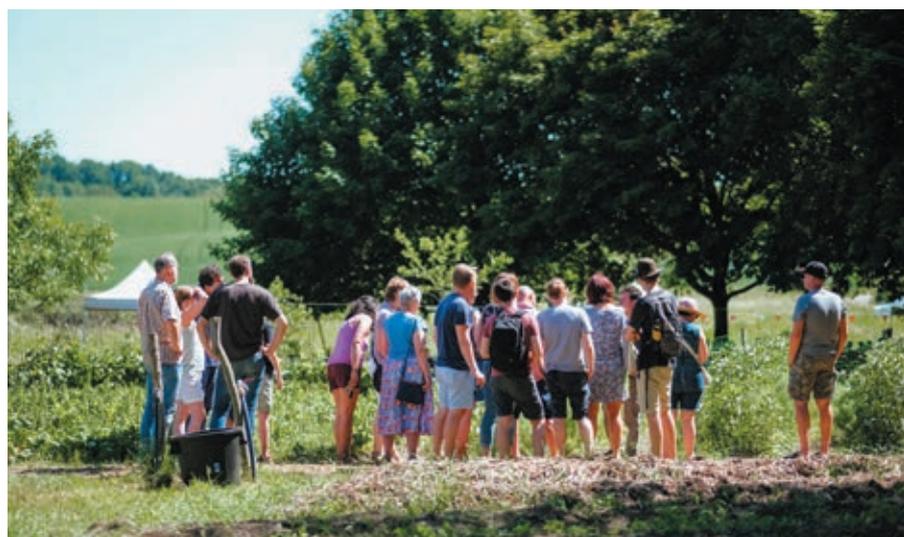
Depuis sa création en 2010, **la Ferme de Froidmont offre un système de pédagogie différent**, à travers la formation par le travail, qui permet à toute une série de personnes

éloignées du monde du travail de s'accrocher davantage qu'à un système plus traditionnel, plus théorique. Elle propose à travers le maraichage biologique de décroisser le travail agricole, trop souvent isolé. Durant la formation, il y a une partie importante consacrée à la modélisation du projet professionnel pour le quantifier, le rendre concret, dans l'objectif de développer un vrai réseau en autonomie alimentaire². Par ailleurs, la confiance est un élément essentiel des formations. **Les formateurs partent de ce que les stagiaires savent faire pour construire un projet avec eux**. Cela vise à rendre à chacun de la valeur à ses propres yeux ainsi qu'aux yeux des autres, à les outiller pour développer leurs compétences et leur épanouissement en tant que personne.

En parallèle de ses activités d'insertion, la Ferme de Froidmont propose aussi des logements de transition qui s'adressent à des personnes précarisées qui ont besoin de trouver un logement pour une courte durée et à un prix modéré. Il y a également des chambres d'hôtes et ils organisent des apéros mensuels autour de différentes thématiques.

La Ferme de Froidmont est impliquée depuis sa création dans le mouvement de la transition. C'est un projet collectif qui crée du lien social et qui dynamise la commune. La nourriture est essentielle et constitue certainement le début de la transition. **Du potager à l'assiette, chacun peut participer à la transition et au développement durable** grâce aux différentes activités. Par exemple, les travailleurs de la Ferme ont réfléchi à comment se débarrasser des plastiques dans un restaurant professionnel et ils se sont lancés dans le zéro déchet. Ce sont des réflexions qui percolent et qu'ils partagent avec d'autres citoyens.

Le directeur de la Ferme de Froidmont, Thierry de Stexhe, nous explique qu'il est essentiel qu'un maximum de personnes soient impliquées dans des initiatives de transition. *"Dans une avalanche, aucun flocon ne se considère responsable des dégâts occasionnés. Dans la transition, chaque Colibri³ apporte sa goutte d'eau pour éteindre l'incendie qui ravage la terre. Il faut donc une multitude de Colibris actifs et très vite"*. ●



¹ La Table de Froidmont. <http://www.froidmontinsertion.be/table/>

² Les maraichers doivent par exemple aussi apprendre à vendre et à valoriser leurs produits, à transformer leurs produits en cuisine.

³ Dans le Mouvement Colibri, les Colibris sont tous les individus qui inventent, expérimentent et coopèrent concrètement pour bâtir des modèles de vie en commun, respectueux de la nature et de l'être humain. Pour en savoir plus : <https://www.colibris-lemouvement.org/>

Propos de
THIERRY DE STEXHE,
*Directeur de la Ferme
de Froidmont*

⋮ Ce que nous ne voulons pas voir...

Peut-on encore, objectivement, croire en une transition sociétale suffisamment rapide pour éviter à la planète humaine l'effondrement total que certains – chaque jour plus nombreux – estiment inéluctable ?

C'était un soir du mois de mai dernier. J'étais assis devant ma télévision et je m'apprêtais à suivre "La grande librairie" sur La Cinq. Ce soir-là, Fred Vargas était l'une des invitées de l'émission. Elle s'exprimait à propos de son dernier ouvrage en date, qui n'est pas un polar étrange et décalé comme elle nous en propose d'habitude, mais un livre singulier, plutôt inattendu sous sa plume : *L'humanité en péril*¹. Ces trois phrases qui en sont extraites permettent d'en percevoir la teneur et le ton : *Nous y voilà, nous y sommes. Depuis cinquante ans que cette tourmente menace dans les hauts-fourneaux de l'incurie de l'humanité, nous y sommes. Dans le mur, au bord du gouffre, comme seul l'homme sait le faire avec brio, qui ne perçoit la réalité que lorsqu'elle lui fait mal...*

Comme ce n'était pas la première fois que je l'entendais, je m'attendais à une prestation telle qu'elle nous y a habitués, Vargas fidèle à elle-même, un ton calme et réfléchi, un débit parfois hésitant, mais un propos toujours passionnant. Et puis, surprise... J'assistai, un peu stupéfait, à **un réquisitoire puissant à propos de la crise climatique** et, plus généralement, du traitement que réservent nos politiques à la cause environnementale. C'était une harangue vigoureuse dans le ton, empreinte d'émotion et déroutante parce que teintée de colère, de tristesse et d'impuissance rageuse.

Ce n'était ni le premier ni le dernier témoignage relatif à **l'incompréhension qui nous saisit face au déni du politique, du monde industriel et d'une part non négligeable du**

monde académique. Qu'il s'agisse du climat, de la biodiversité, du pic énergétique fossile, etc., ce déni de réalité est largement répandu. C'est vrai qu'il s'agit d'une réalité à ce point terrifiante que nous préférons regarder ailleurs, penser que le génie humain nous sortira, une fois de plus, de ce mauvais pas, penser que les Cassandre n'auront pas le dernier mot, même si, finalement, Troyes fut détruite... Nous préférons renoncer à l'évidence des faits plutôt qu'à nos croyances et à nos mythologies : croyances dans la toute-puissance de la science, croyances en l'interventionnisme de Dieu, croyances en un "ça" indéterminé et hypothétique, mais profondément ancré en nous : "ça" n'arrivera pas. C'est ce que le psychosociologue américain Léon Festinger appelle la **"dissonance cognitive"**. On ne renonce pas à nos croyances malgré les faits : les insectes dispa-

raissent, les arbres meurent, les sols s'assèchent, les forêts brûlent, l'eau se raréfie... Nous étouffons dans les villes et les oiseaux désertent nos campagnes aux sols morts. Le scénario catastrophe est devant nous : celui de l'effondrement, et c'est pour demain. Malgré cela, on continue à prendre notre voiture pour conduire les enfants à l'école plutôt que de les y envoyer en bus ou à vélo, on continue à prendre l'avion trois fois par an pour aller faire de la plongée en mer Rouge ou arpenter les plages de Phuket, on continue à manger des kilos de bœuf nourri au soja brésilien.

Le pire, c'est que tout était prévu, écrit, modélisé depuis cinquante ans. Quarante-sept ans exactement. En 1972, paraissait le rapport Meadow (*The limits to Growth mieux*



¹ Vargas Fred, *L'humanité en péril - Virons de bord toutes !*, Flammarion, 2019.



connu en français sous le titre "Halte à la croissance") commandé par le Club de Rome au Massachusetts Institute of Technology (MIT) en 1968. Pour la première fois, une étude scientifique (*World 3*) démontrait **l'interdépendance des modèles de développement humain**, mettait en évidence qu'une croissance infinie dans un monde fini n'était rien moins qu'absurde et que le seul scénario permettant d'éviter un effondrement civilisationnel était celui de la décroissance : "Le système mondial suit une trajectoire qui n'est pas durable, sauf s'il se met à réduire, rapidement et de manière substantielle, son comportement consommateur tout en accélérant ses progrès technologiques". En 1972, *World 3* permettait encore d'entrevoir la possibilité de stabiliser le "système monde" pour peu que l'on opte pour une approche globale de la croissance et la prise en compte des interdépendances systémiques.

En 2014, *Handy* (modélisation des inégalités et de l'exploitation des ressources dans l'effondrement ou la soutenabilité des sociétés)² **introduisait la variable "inégalités" dans l'équation** et montrait que la stratification économique (incluant entre autres les inégalités en matière de revenus) ou la pression écologique peuvent conduire, indépendamment, à un effondrement, sauf si le taux d'épuisement de la nature est réduit à un niveau soutenable et si les ressources sont réparties équitablement.

En novembre 2017, l'appel des 15.000 scientifiques publié dans la revue *BioScience* et ensuite dans *Le Monde* corroborait cet état de fait en plaidant **l'impératif moral à agir pour la planète** sur base de l'échec à résoudre les défis environnementaux et l'aggravation de ceux-ci : le nombre d'animaux a chuté de près d'un tiers, les émissions de gaz à effet de serre et les températures augmentent, l'évolution démographique connaît une croissance de 35 % en 25 ans, tandis que les ressources en eau



par habitant ont chuté de moitié en 60 ans. Depuis 1972, les progrès technologiques ont crû de manière exponentielle. Mais la croissance aussi et la consommation tout autant. Au point que **le scénario d'évitement du crash ne fait désormais plus partie des options.**

Pour Pablo Servigne³, la stratégie du mot "transition", est d'être inclusive. Elle n'est pas suffisamment clivante pour donner à comprendre la réalité de l'effondrement civilisationnel qui nous attend. Néanmoins, l'accumulation des petites (ou moins petites) initiatives portées par les gens (jardins partagés, habitat groupé, solidarités courtes...) est inhérente à la résilience. Mais **le plus important facteur de résilience est de garder les yeux ouverts face aux catastrophes** : il faut avoir le courage de "plonger dans nos ombres", dans nos émotions, nos peurs, nos colères. **On sera bien obligé "d'y aller", mais y aller ensemble c'est déjà de la résilience.** En ce sens, la transition en tant que modèle coopératif conserve toute sa légitimité et son efficacité même dans un environnement difficile. Toutes les recherches et études qui ont été menées juste après une catastrophe se rejoignent : les coopérations interpersonnelles se mettent en place de manière naturelle et spontanée, de même que l'entraide et l'auto-organisation. Le vrai problème se situe après, dans les heures qui suivent l'événement : c'est ce qu'on appelle le phénomène du "passager clandestin", à savoir celui qui, le premier, va rompre

ce cercle vertueux de l'entraide en trichant, induisant ainsi l'effet domino de la culture de l'égoïsme toxique : *si lui triche, alors moi aussi...*

Aujourd'hui, progressivement, la transition prend une tournure plus radicale :

elle intègre la probabilité élevée d'un effondrement. En 2013, Matthieu Ricard, qui n'est pas spécialement un illuminé millénariste, s'exprimait déjà sur la chose⁴ lors d'un séminaire TEDx⁵ à Paris : *il y a un défi tout nouveau, qui est venu presque à notre insu et qui est celui des générations à venir. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, le sort des générations à venir dépend étroitement de nos actes (...) et c'est pour cela que l'altruisme n'est plus un luxe, mais une nécessité.* Alors, ne convient-il pas maintenant de réfléchir au-delà d'une transition modélisée autour du changement local ? N'est-il pas temps de "plonger dans nos ombres" et de penser l'impératif d'une transition vers l'autre humanité, celle qui remisera définitivement la religion de la croissance et de l'anthropocentrisme au profit d'une responsabilité globale que nous impose notre niveau de conscience ? Au profit d'un altruisme non borné à notre espèce, mais respectueux du vivant et dévoué au devenir du monde ? ●

BERNARD ANTOINE,

membre du Comité de rédaction de *l'Essor* et chargé de projet auprès de la fédération ACFI

² HANDY : modèle dynamique des populations humaines qui additionne richesses accumulées et inégalités économiques sur la base d'un modèle prédateur-proie : humains et nature. Cf. Loïc STEFFAN, *Regard éthique, économique et social sur l'actualité*. <http://loic-steffan.fr/WordPress3>.

³ Ingénieur agronome (Gembloux agro-bio-tech), docteur en sciences ULB, spécialiste des questions de transition écologique, de collapsologie et de résilience collective.

⁴ <https://www.youtube.com/watch?v=-BnSRVgKZ6g>

⁵ Séminaire TEDx : exposés, généralement brefs (une vingtaine de minutes) qui couvrent un large éventail de sujets.

Le pouvoir de l'imagination

Rob Hopkins était l'invité du Festival de la transition "Maintenant" le 25 septembre dernier à Louvain-la-Neuve. Le père du concept de la transition écologique nous a offert une prestation vivante, emplie d'espoir et donnant l'envie d'agir.

Loin de nous expliquer le b.a.-ba de la construction commune d'une initiative en transition comme il a pu le faire dans son "Manuel de transition"¹, Rob Hopkins présente aujourd'hui une vision plus méta des choses, résolument inspirante et toujours éminemment positive. En l'écoutant parler d'imagination au pouvoir, thème de sa conférence, on ne peut s'empêcher de faire le rapprochement avec notre secteur CISP qui a toujours été porteur d'imagination, de solutions novatrices et créatives pour la formation du public très éloigné de l'emploi.

L'auteur et conférencier nous invite donc à faire autrement en formation avec les stagiaires pour imaginer le monde futur. Et si la lecture de cet Essor était votre moment de basculement, le moment où vous décidiez de prendre le temps d'imaginer le monde autrement ? **Récit d'une conférence qui donne la pêche...**

Les 1100 personnes inscrites à l'événement peinent à s'installer dans tous les recoins de l'Aula Magna. Un public hétéroclite, mais plus âgé que celui qui était dans les rues lors de la manifestation pour le climat le vendredi qui précède. Rob Hopkins était dans les rues de Londres ce vendredi 20 septembre aussi comme quatre autres millions de personnes dans le monde. Il nous demande ce soir d'imaginer ce qu'il se passerait si cette journée de mobilisation mondiale était celle du basculement. Un point de rupture vers une cascade de créations positives pour notre avenir.

> Changer de récit

D'emblée, Rob Hopkins nous propose de participer et demande à l'assemblée de changer de place afin de se retrouver assis à côté d'une personne que l'on ne connaît pas. Il retire ensuite sa chaussure et la brandit en

l'air. "Imaginez avec votre voisin les usages que vous pourriez faire avec cette chaussure !". Les conversations s'animent, les yeux brillent, les rires fusent pendant une minute trente... "il n'y a pas de mauvaise réponse", précise Rob. Ce jeu a pour seul objectif de montrer comment en un court instant une assemblée peut s'animer, se connecter et plonger dans l'imagination. **Pour Rob, les 15 prochaines années devraient ressembler à cette connexion imaginative afin de construire le changement de notre monde.**

Certes, si nous avions commencé plus tôt ce serait plus facile, mais cela ne sert à rien de voir notre futur comme une sombre marche d'un vendredi pluvieux, plaisante le Britannique. Aujourd'hui, bien souvent nous essayons de convaincre les gens d'agir et de s'investir pour le climat en leur donnant une image sombre de notre futur. "Mais nous devrions changer de récit et leur dire combien le monde que nous pourrions créer pourrait être extraordinaire !"² L'homme est résolument optimiste et nous insuffle ce soir son énergie positive.

> From what is to what if

Des recherches menées aux États-Unis sur le processus créatif ont permis de montrer que le quotient intellectuel et les capacités d'imagination ont augmenté proportionnellement jusqu'au milieu des années '90. Ensuite, si le QI a continué à croître, l'imagination elle a commencé à baisser. "Les journaux se sont demandé quelles allaient être les conséquences d'un tel constat sur la croissance économique ou sur Hollywood", plaisante Rob Hopkins. Mais personne ne s'est demandé les conséquences



© Festival Maintenant

de cette décroissance de l'imagination, sur le changement climatique, la justice sociale... ce que cela signifiait pour nous les humains ? "Le changement climatique est un échec de l'imagination ! Si l'imagination n'est plus assez forte dans notre civilisation, alors nous avons un problème", considère Rob Hopkins.

Ce constat fut le départ de ses recherches et la base de son dernier livre : "From what is to what if"². Un livre dont chaque chapitre commence par deux mots : "What if/Et si". Deux mots qui sont pour le père de la transition écologique les plus importants et les plus puissants mots de notre langage en 2019.

> Et si le jeu était au cœur de notre société ?

Nous assistons aujourd'hui au déclin du jeu. Avant, les enfants jouaient dans les rues en toute liberté et en dehors de toute structure. Ils apprenaient tout naturellement à coopérer, à gérer les conflits, à prendre des risques... "Des enfants qui ne prennent pas de risques, ce sont des adultes qui ne prennent pas de risques et ce n'est pas ce dont nous avons besoin aujourd'hui". À Bristol, toutes les semaines, la ville ferme des rues pour permettre aux enfants de jouer dehors. Les

¹ "Manuel de transition, de la dépendance au pétrole à la résilience locale", Rob Hopkins, édition écosociété.

² "From what is to what if" est le titre du dernier livre de Rob Hopkins paru en octobre 2019 qui pourrait se traduire par "De ce qui est vers ce qui pourrait être si...". Le sous-titre : "Unleashing the power of imagination to create the futur we want", libérer le pouvoir de l'imagination pour créer le futur que nous voulons, donne le ton résolument optimiste de l'ouvrage et de son auteur.



parents ont constaté que leurs enfants étaient plus calmes et plus créatifs. Jouer est devenu quelque chose qu'on achète aujourd'hui plus qu'une chose que l'on fait.

Rob Hopkins ne résiste pas à brandir le dernier modèle de Barbie, "Hello Barbie", la première poupée connectée. Elle enregistre les propos des enfants et, suivant un script parfaitement étudié de plus de 200 pages, répond à l'enfant, lui pose des questions et engage la conversation par le biais de réponses formatées. Rob a confié à sa Barbie et donc à la société Mattel ses réflexions sur l'imagination et le jeu et Barbie lui a suggéré de passer à des questions plus sérieuses et importantes : parler de la mode. *"Ce type de jeu détruit clairement l'imagination des enfants !"* conclut l'orateur.

> Et si nous étions convaincus que l'imagination est indispensable pour notre santé ?

L'hippocampe est la partie du cerveau qui joue un rôle central pour notre imagination et notre mémoire. Si nous sommes anxieux, stressés, nerveux, notre hippocampe va s'en trouver affectée et rétrécir. Dans ce cas-là, nous perdons notre capacité à voir le futur d'une manière positive. Les personnes qui rencontrent ces problèmes ont des difficultés à sortir de leur situation d'anxiété ou de dépression.

Nous sommes aujourd'hui dans une ère de l'anxiété et donc également une ère de rétrécissement de l'imagination. En Écosse, Rosalie Summerton a créé un projet de création artistique pour les personnes en difficultés de stress, de dépression pour leur redonner des capacités de créativité et d'imagination à ces personnes, les reconnecter au monde par le biais d'activités artistiques³. *"Ici nous construisons de la sécurité et de l'espoir"*, témoigne la responsable d'Art Angel. Lorsque les personnes passent la porte du local, elles ne sont pas des patientes ou des clientes, mais des artistes en train de préparer une exposition. *"Les résultats sont bluffants et les bienfaits sur l'estime de soi des personnes et leur reconstruction est énorme"*, témoigne



Rob Hopkins qui a eu l'occasion de visiter de nombreux projet de transition.

> Et si nous nous laissons guider par la nature ?

Nous passons de moins en moins de temps dehors, de moins en moins de temps dans la nature. Nous vivons dans une période où la diversité de la nature qui nous entoure est en train de diminuer. La diminution de notre imagination est un corollaire de cette perte de la diversité de notre faune et de notre flore. Le géographe Daniel Raven-Ellison a dessiné la carte de Londres en pointant uniquement les espaces verts et les cours d'eau, sans route et sans building. Il a pu constater que 49,5 % de la ville est couverte par de la végétation ou par des cours d'eau. Un seul petit demi pourcent manquait à la ville pour devenir un parc national... *"Et si Londres était un Parc national ?"*⁴, s'est demandé le géographe qui s'est alors mobilisé avec un groupe de citoyens pour accéder à cette demande un peu folle⁵. Si chaque londonien transforme 1 m² en verdure, c'est possible !... En juillet dernier, le Maire de Londres a officiellement

désigné la ville de Londres, premier Parc National urbain au monde.

> Et si nous redonnions de l'attention aux choses qui nous entourent...

À l'écran, le bouquet des Tournesols de Vincent Van Gogh et sur la scène Rob Hopkins qui s'amuse à mettre en scène un peintre au XXI^{ème} siècle qui installe un bouquet sur sa table avec l'intention de le peindre, mais qui se laisse happer par son GSM et les derniers posts de Facebook, d'Instagram... Deux heures plus tard, notre peintre regarde des skateboardeurs qui se prennent des gamelles sur YouTube et... n'entame jamais son tableau. Dans un tel contexte, les Tournesols n'auraient peut-être jamais existé ! Ces œuvres ont été possibles, car Van Gogh a réussi à maintenir son attention pleine et entière au bouquet de fleurs pendant plusieurs heures, plusieurs jours même... Aujourd'hui, nous avons peur de nous ennuyer. Lorsque nous n'avons rien à faire plus d'une minute, on fonce sur son smartphone. Et pourtant, c'est lors des moments creux que notre imagination, notre créativité s'animent.

³ <https://www.robhopkins.net/2018/10/15/rosalie-summerton-on-how-art-angel-heals-the-imagination/>

⁴ <https://www.robhopkins.net/2018/04/09/daniel-raven-ellison-on-what-if-london-were-a-national-park-city/>

⁵ https://www.rtf.be/lapremiere/article/detail_londres-bientot-premiere-ville-parc-national-au-monde?id=9949912

L'impact des nouvelles technologies sur notre imagination et notre attention est énorme.

> Et si l'école alimentait l'imagination des jeunes ?

En Italie, dans la petite ville de Reggio Emilia, une école qui met l'imagination au centre du projet pédagogique a été créée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour que le fascisme ne refasse jamais surface. Au centre de cette école, un atelier où les enfants peuvent créer ce qu'ils veulent. Le 'faire' est central dans ce projet. On y enseigne par projet et non par discipline. "Les productions des enfants sont belles, puissantes, emplies de compétences, créatives, curieuses, et les jeunes sont auteurs de leur propre apprentissage. Il est très important que nous réimaginions notre système éducatif. Les jeunes doivent pouvoir quitter l'école avec la

NOUS PASSONS DE MOINS EN MOINS DE TEMPS DEHORS, DE MOINS EN MOINS DE TEMPS DANS LA NATURE. NOUS VIVONS DANS UNE PÉRIODE OÙ LA DIVERSITÉ DE LA NATURE QUI NOUS ENTOURE EST EN TRAIN DE DIMINUER.

conviction que tout est possible", s'enthousiasme le conférencier.

Et si nous devenions de meilleurs conteurs ?

Nous avons besoin d'imaginer ce que sera notre futur et pour cela nous devons mettre en forme de nouveaux récits pour voir le futur positivement. Rob Hopkins nous a ensuite emmenés vers une multitude de projets où l'imagination est au pouvoir. L'homme est un excellent orateur et il nous emporte dans son univers avec une fluidité et un humour déconcertants tel un professeur made in Britain.

> Et si...

Et si nos leaders donnaient la priorité au pouvoir de l'imagination comme à Bologne où l'on a instauré le bureau de l'imagination ?

Et si une ville se demandait ce que devient l'argent des grandes institutions publiques comme à Preston au nord de l'Angleterre ?...

> Et si tout cela devenait réalité ?

Et si nous avions l'obligation de rêver, d'imaginer... "Ce sont les individus qui changent le monde et créent l'avenir", convainc Rob Hopkins qui nous a emmenés une heure durant dans son poème guidé par les deux mots clés "Et si/What If". Et si nous donnions le pouvoir à notre imagination ? ●

FRANÇOISE ROBERT,

chargée de communication

à l'Interfédé et

membre du comité de rédaction de l'Essor.

Pour aller plus loin...

"La 'transition' à l'épreuve de l'égalité", entretien avec Christine Mahy dans Agir pour la culture, magazine politique et culturel de Présence et Action culturelles, propos recueillis par Aurélien Berthier, 1^{er} juillet 2019.

<https://www.agirparlaculture.be/la-%e2%80%89transition%e2%80%89-a-le-preuve-de-legalite/>

"Les pauvres sont dans la simplicité obligatoire", entretien avec Christine Mahy dans Agir pour la culture, magazine politique et culturel de Présence et Action culturelles, propos recueillis par Aurélien Berthier, 13 décembre 2018.

<https://www.agirparlaculture.be/les-pauvres-sont-dans-la-simplicité-obligatoire-entretien-avec-christine-mahy/>

"Articuler le social et l'écologie", sélection de 8 articles de Agir pour la culture disponibles en ligne :

<https://www.agirparlaculture.be/chantiers/articuler-le-social-et-le-ecologique/>

"Sauver la planète, les femmes aux manettes", Axelle, Hors-série, juillet-août 2019.

<https://www.axellemag.be>

"Réduire son empreinte écologique : une charge 'environnementale' pour les femmes ?", par Manon Legrand dans Axelle, Hors-série juillet-août 2019. Article disponible en ligne :

<https://www.axellemag.be/charge-environnementale-femmes/>

"Petit manuel de résistance contemporaine", Cyril Dion, éditions Actes Sud, Colibris, mai 2018.

"L'Humanité en péril. Virons de bord, toute !", Fred Vargas, éditions Flammarion, 2019.

"Le pouvoir d'agir, ensemble et maintenant", Entretiens Rob Hopkins et Lionel Astruc, éditions Actes Sud, Colibris, 2015.



"Rob Hopkins : 'La Transition a changé ma vie'", 26 juillet 2018 – Mr Mondialisation <https://mrmondialisation.org/rob-hopkins-ne-rien-changer-a-notre-mode-de-vie-actuel-cest-retourner-en-arriere/>

"Manuel de transition de la dépendance au pétrole à la résilience locale", Rob Hopkins, éditions Silence et écosociété, 2010. <https://www.reseautransition.be/articles/rob-hopkins-trois-jours-en-belgique-limagination-prend-le-pouvoir/>

L'agriculture sociale en Wallonie, Réseau wallon de Développement rural, Carnet du réseau n°5, Novembre 2018. https://www.reseau-pwdr.be/sites/default/files/WEB_TRAME_2018def.pdf

Jardinons le social, cultivons un autre monde, l'Observatoire n° 90, 2016 <http://www.revueobservatoire.be/Jardinons-le-social-cultivons-un-autre-monde>

"Climat, État d'urgence", un dossier d'Imagine, Demain le monde n° 133, mai-juin 2019.

L'essor

L'essor de l'Interfédé :
La revue trimestrielle
du secteur de l'insertion
socioprofessionnelle

Rue Marie-Henriette, 19-21
5000 Namur
Tél.: 081/74 32 00
Fax : 081/74 81 24
secretariat@interfedeb.e

Mise en page :
Olagil
www.olagil.be

Les données diffusées pourront
être reproduites par tout
utilisateur qui sera tenu
d'en indiquer la source.

Interfédération des CISP asbl
ACFI • AID • ALEAP • CAIPS
Lire et Ecrire Wallonie

Numéro d'entreprise :
BE 0439.244.011
N° de compte :
BE 60 0013 2078 8170



www.interfedeb.e

*Interfédération
des Centres d'insertion
socioprofessionnelle
ASBL*



LE FONDS SOCIAL EUROPEEN ET LA WALLONIE
INVESTISSENT DANS VOTRE AVENIR

Avec le soutien de la Wallonie
et du Fonds social européen



Les cinq fédérations membres de l'Interfédération des CISP sont :

**ACFI Action Coordonnée
de Formation et d'Insertion**
www.acfi.be tél. 02/640.44.07

**AID Actions Intégrées
de Développement**
www.aid-com.be
tél. 02/246.38.61 (62 ou 65)

**ALEAP Association Libre
d'Entreprises d'Apprentissage
Professionnel**
www.aleap.be
tél. 081/24.01.90

**CAIPS Concertation
des Ateliers d'Insertion
Professionnelle et Sociale**
www.caips.be tél. 04/337.89.64

Lire et Écrire Wallonie
www.lire-et-ecrire.be
tél. 081/24.25.00

Le Comité de rédaction

Salima AMJAHAD
Bernard ANTOINE
Justine DUCHESNE
Véronique DUPONT
Véronique KINET
Anne-France LELOUP
Anne-Hélène LULLING
Louise NIKOLIC
Françoise ROBERT

Secrétaire de rédaction
Véronique Kinet 081/74.32.00
secretariat@interfedeb.e

Rédactrice en chef
Véronique DUPONT

**Ont contribué à la rédaction
des articles**
Eric ALBERTUCCIO, Thierry DE
STEXHE, Charlotte HOFFMANN,
Juliette VILLEZ

Crédit photos
Françoise ROBERT
AID Valor
Festival Maintenant
La Ferme de Froidmont
La Forestaille

Éditrice photos
Françoise ROBERT